



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

L'armée ukrainienne proche de la déroute dans le Donbass	Page 2
L'Ukraine peut-elle gagner la guerre Réponse en cinq scénarios à propos de la prochaine phase du conflit	Page 4
Guerre en Ukraine : la région du Donbass est complètement détruite affirme Zelensky	Page 9
La stratégie russe a changé dans le Donbass	Page 10
La guerre en Ukraine met en lumière le rôle des satellites espions privés	Page 13
Où nous mène l'escalade en Ukraine ?	Page 17
Pourquoi la mer Caspienne est-elle aussi stratégique pour l'armée russe ?	Page 19
Ukraine : la «masse» d'une nation en armes	Page 20
Après trois mois de conflit, comment la guerre en Ukraine a-t-elle bouleversé la géopolitique mondiale ?	Page 22
Après trois mois de guerre en Ukraine, quels sont les scénarios envisagés pour les semaines à venir ?	Page 26
Erdogan, cheval de Troie de Poutine	Page 31
Les Russes savent qu'ils ont commis une erreur colossale	Page 32
Guerre en Ukraine : les renseignements de Washington ont permis à Kiev de cibler des généraux russes	Page 34
Armement, logistique, cyberdéfense... Ce que la guerre en Ukraine nous apprend sur l'armée française	Page 35
Mali : comment le départ de l'armée française affecte l'ouest du pays	Page 41
Von der Leyen fustige le «pacte inquiétant» entre la Chine et la Russie	Page 43
Sortie de l'OTAN et indépendance stratégique mythe ou réalité	Page 44
Pénétration insidieuse de la Chine dans le Pacifique	Page 48



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

L'armée ukrainienne proche de la déroute dans le Donbass

REPORTAGE. Dans la région de Louhansk, les forces russes répètent la même stratégie qu'à Marioupol. Combien de temps les soldats de Kiev vont-ils tenir ?

Par Boris Mabillard - Publié le 30/05/2022 à 17h24 - Modifié le 31/05/2022 à 10h06

L'encerclement de Sievierodonetsk et de Lyssytchansk semble quasiment réalisé. Après avoir coupé la route principale qui les relie à Bakhmout et au reste de l'Ukraine, les forces russes s'acharnent sur la piste qui permet encore aux militaires et à quelques humanitaires courageux de passer. Mais pour combien de temps ?

Autour de ces villes, l'état-major russe a choisi de reproduire la même tactique qu'à Marioupol : un pilonnage massif visant à tout aplatir. Certaines positions, notamment au sud, ont été dégarnies pour masser le plus d'hommes et de canons possible. La configuration des frontières et des lignes de front actuelles leur est aussi favorable, car ils peuvent attaquer sur trois côtés, ce qui apparaît de plus en plus comme une position enclavée.

Ukraine : l'étau russe se resserre sur Severodonetsk et Lyssytchansk



La perspective d'un encerclement total comme celui de Marioupol semble chaque jour plus probable. L'Ukraine peut-elle encore retourner la situation ? La spécificité d'une guerre d'artillerie, c'est qu'elle joue largement en faveur de celui qui encercle, mais les troupes ukrainiennes se sont littéralement enterrées. Elles résistent dans l'espoir que l'assaut faiblira et, surtout, que les nouvelles armes déployées à l'arrière auront raison des canons russes.

Les tirs des canons modernes font mouche



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Les artilleurs russes sont donc positionnés au nord, à l'est et au sud de la portion de l'oblast (région) de Louhansk qui reste sous contrôle ukrainien. Très proches de leurs cibles, ils recourent à des canons de tous calibres. Sous leur feu, un tir croisé, les obusiers ukrainiens subissent de lourdes pertes humaines et matérielles. « Nous réparons sans cesse le matériel endommagé, affirme le gouverneur de Louhansk, notre capacité de réponse n'a pas été affectée. »

Pour ne pas risquer de les perdre, ils ont gardé leurs canons les plus efficaces, ceux livrés par leurs alliés occidentaux, à l'arrière et à l'extérieur du chaudron. Ainsi, une demi-douzaine de M777 américains, un Howitzer de fabrication italienne et des Howitzer Zuzana slovaques, un Caesar, peut-être plus, ont tous été aperçus vers Bakhmout et dans les environs, d'où ils ciblent l'artillerie ennemie. Leurs tirs, très précis, font mouche.

Je tiendrai tant que j'aurai les nôtres dans mon dos.

Cette guerre de position et d'artillerie se traduit sur le terrain par un nombre grandissant de victimes. Il s'agit pour beaucoup de militaires, car les civils ne quittent plus leurs sous-sols. Les avancées russes, les seules dont le Kremlin peut se rengorger depuis plusieurs semaines, restent minimes et précaires : trois pas en avant, deux pas en arrière. « En réalité, affirme un major ukrainien, nous avons même repris des positions vers Popasna, après les avoir perdues il y a une semaine. »

En Ukraine, l'encerclement a de quoi réveiller les peurs avec le précédent de Marioupol et, avant cela, la mémoire terrible des sièges de Kiev. La perspective affecte le moral des troupes. « Tant que je sens la présence de nos troupes dans mon dos, je peux me battre, mais je crains d'être totalement encerclé », se plaint le soldat Kosta. Au vu de l'enlèvement, le blocus total pourrait ne pas advenir, répond le major. « La route est bombardée, mais nous la contrôlons : elle ne tombera pas sous contrôle russe », dit-il.

Une victoire loin des deux camps

Les déconvenues du terrain et les incertitudes ont conduit le président Zelensky à un exercice de franchise sur les difficultés rencontrées et sur l'ampleur des pertes. S'il est de bon ton de ne pas parler de retraite, une telle manœuvre est désormais dans tous les esprits. Les soldats harassés en parlent ouvertement, tandis que les gradés l'évoquent à demi-mot. Le maire de Kramatorsk aussi. Car un encerclement suivi d'une reddition – un scénario qui répéterait les événements de Marioupol – aurait un effet plus dévastateur sur l'opinion publique et le moral de l'armée qu'un repli stratégique, ainsi qu'on le qualifie pudiquement. Tous n'attendent que les ordres de Kiev pour effectuer une telle manœuvre.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

L'offensive éclair de février s'est transformée en une guerre d'usure dans laquelle le moral des troupes joue un rôle déterminant. Et si, du côté ukrainien, la motivation de ceux qui défendent les positions les plus exposées s'est émoussée, on imagine que, du côté russe, les affres des combats doivent avoir réduit comme une peau de chagrin l'ardeur au combat. Malgré les annonces tonitruantes, la victoire n'est pas à portée de canon. Même les petites conquêtes territoriales à forte portée symbolique, comme le serait l'occupation de l'entièreté de l'oblast de Louhansk, prendront du temps. Reste une seule certitude : la liste des victimes ne cesse de s'allonger.

L'Ukraine peut-elle gagner la guerre? Réponse en cinq scénarios à propos de la prochaine phase du conflit

Par Stephen Fidler | The Wall Street Journal - 20 mai 2022 à 17h45

Le basculement de la Russie vers une offensive revue à la baisse dans l'est et le sud-est semble de plus en plus compliqué à réaliser pour Vladimir Poutine

Des membres des services de sécurité ukrainiens s'entraînant au tir dans les environs de Kharkiv, le mois dernier.



MANU BRABO FOR THE WALL STREET JOURNAL

Personne ne sait comment ni quand la guerre se terminera en Ukraine, mais il est clair qu'en ce moment, la Russie n'est pas en train de la gagner. Si l'on en croit les gouvernements occidentaux et les analystes indépendants, Moscou a raté son objectif initial qui était de mener une guerre éclair contre Kiev pour renverser le gouvernement.

Et le succès de son plan B, une offensive de moindre échelle pour repousser les forces ukrainiennes dans l'est et le sud-est du pays, semble de plus en plus compromis.

Certains scénarios qui semblaient tout à fait possibles au début de la guerre, comme l'effondrement de l'Etat ukrainien, sont désormais considérés comme improbables. L'Ukraine est engagée dans un combat pour sa vie même, a déclaré lundi le chef d'état-major de la défense britannique, l'amiral Tony Radakin, dans un discours prononcé à Londres, « et elle va survivre ».

Dans la phase actuelle de la guerre, les batailles de chars cèdent la place à des affrontements dominés par l'artillerie. Les Russes mènent des offensives sur certains théâtres d'opération, notamment dans la région orientale de Louhansk. Ils ont finalement vaincu les dernières poches de résistance ukrainienne dans la ville portuaire méridionale de Marioupol. Mais, tandis qu'ailleurs, les Ukrainiens contre-attaquent, notamment dans le nord au-delà de Kharkiv.

« La guerre est là pour durer », a affirmé mardi le ministre ukrainien de la Défense, Oleksii Reznikov, à ses homologues de l'Union européenne. Il a déclaré qu'il y avait « de nombreuses indications que la Russie se préparait à une opération militaire de longue durée », impliquant notamment des travaux d'ingénierie et de fortification dans les régions de Kherson et de Zaporizhya.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Même ainsi, tôt ou tard, la guerre se terminera par un cessez-le-feu ou un armistice. Compte tenu des nouvelles réalités sur le terrain, voici cinq scénarios possibles sur la direction que pourrait prendre le conflit, dont certains pourraient découler les uns des autres.

1. Un effondrement russe

Les forces ukrainiennes très motivées, bien armées et tactiquement habiles ont exploité les faiblesses de l'armée russe. Les Russes se sont débattus avec une logistique faible et ont eu du mal à coordonner différents pans de leur campagne militaire. Ils ont souffert d'un équipement et d'une formation médiocres et, par endroits, d'un moral bas. Le corps des officiers russes a été sérieusement affaibli à la suite des pertes accusées par leur camps et estimées par les analystes occidentaux à des dizaines de milliers de victimes.

Côté occidental, la plupart des analystes de la guerre suggèrent que le plan B de Moscou consistant à concentrer ses forces à l'est et au sud-est et à étendre son implantation dans la région du Donbass avance beaucoup plus lentement qu'espéré côté russe. Apparemment, le projet de Moscou d'encercler les forces ukrainiennes semble irréalisable, selon certains observateurs. Pendant ce temps, des canons Western M777 à longue portée ainsi que d'autres armes ont également été déployés sur le terrain. Selon le Pentagone, ces derniers font déjà la différence.

Certains analystes considèrent que, du point de vue russe, le seul point positif est la performance militaire de Moscou qui ne s'est pas effondrée à ce jour. « On pourrait dire que les Russes ont plutôt bien réussi à maintenir la cohésion au sein de leur armée, compte tenu de la pression qu'ils subissent », a déclaré Lawrence Freedman, professeur émérite d'études de guerre au King's College de Londres. Mais, ajoute-t-il, « les armées peuvent être fragiles ».

Des fonctionnaires occidentaux du renseignement ont noté un nombre significatif de refus de combattre de la part des troupes russes. Ils ont également affirmé que les unités russes fortement éprouvées lors de la bataille de Kiev ont été renvoyées au combat, souvent avec des recrues mal entraînées. Des représentants britanniques du renseignement militaire affirment que l'utilisation de forces auxiliaires - telles que des combattants de Tchétchénie - a rendu encore plus délicate la coordination des forces pour la Russie.

« Je pense que, dans la situation actuelle, le scénario qui est peut-être un peu sous-estimé est la possibilité de véritables effondrements côté russe », observe Eliot Cohen du Center for Strategic and International Studies, cercle de recherche indépendant en sciences politiques, dont le siège est à Washington. Cela pourrait impliquer des refus généralisés de combattre, des absences sans permission ou des manœuvres de retraite désordonnées.

Même des résultats qui seraient loin de cela auraient probablement des répercussions jusqu'à Moscou, ajoute M. Cohen. « Je pense qu'à un certain niveau, Poutine a déjà perdu au fond. », a-t-il déclaré. « Personnellement, j'ai du mal à imaginer qu'il va s'accrocher au pouvoir pendant une très longue période. »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

2. Un effondrement ukrainien

Bien que les lourdes pertes infligées par les Ukrainiens aux forces russes aient été bien documentées, il existe moins de preuves de l'ampleur de celles subies par les forces ukrainiennes. Des informations de notoriété publique laissent penser que les pertes et les dommages matériels ont été significatifs, mais les Occidentaux suggèrent que ces pertes ne représentent qu'une fraction de celles accusées par les Russes, qui, selon l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), s'élèveraient à 40 000 soldats tués, blessés ou capturés à fin mars.

La prise de Marioupol a constitué une victoire que la Russie cherchait à remporter depuis longtemps, après que les Ukrainiens, assiégés dans une aciérie pendant près de trois mois, ont déposé leurs armes. Le ministère russe de la Défense a déclaré mercredi que plus de 950 soldats ukrainiens s'étaient rendus et avaient été faits prisonniers de guerre. Les forces de Moscou mettent également l'Ukraine sous une pression intense autour de Severodonetsk et de Lyman dans le Donbass, rapportent les analystes, qui, sans estimations fiables des pertes humaines et des destructions de matériels, sont contraintes de chercher d'autres indices sur l'état de l'armée ukrainienne.

L'un des paramètres auxquels ils se réfèrent est la façon dont les Ukrainiens se battent. « Ont-ils l'air de le faire avec compétence et intelligence et y a-t-il des signes pointant vers une dégradation ? », s'interroge Phillips O'Brien, professeur d'études stratégiques à l'Université de St. Andrews en Ecosse, précisant qu'il n'avait pas observé ces signes. L'efficacité des forces ukrainiennes sera également renforcée par l'afflux d'équipements occidentaux sur place.

Michael Clarke, ancien directeur du Royal United Services Institute, think tank londonien spécialisé dans la sécurité, estime que les 33 milliards de dollars d'aide militaire à long terme demandés par le président Biden au Congrès montre « qu'il va faire tout ce qu'il faut pour s'assurer que l'Ukraine ne tombe pas à genoux. Cela rend la probabilité d'une défaite de l'Ukraine beaucoup moins plausible. »

« Je ne pense pas qu'un effondrement de l'Ukraine soit une hypothèse plausible. J'aurais même tendance à l'exclure », indique M. Freedman du King's College de Londres. « Ils sont motivés et ils sont engagés dans une dynamique. »

3. Bourbier

Les guerres finissent souvent par s'enliser dans un affrontement qu'aucune des parties n'ose perdre. Les responsables occidentaux ont prévenu que le conflit pourrait durer jusqu'à l'année prochaine voire bien au-delà.

« La guerre est souvent ou peut s'avérer un processus d'effondrement compétitif où la victoire revient au camp qui est encore debout, même si les deux souffrent terriblement. C'est certainement ce qui s'est passé en 1918 », rappelle M. Cohen, en parlant de la fin de la Première Guerre mondiale.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Une impasse, dit-il, est « concevable si vous pensez vraiment que les Russes campent sur leurs positions, se montrent tenaces et sont capables de compenser les pertes assez terribles qu'ils ont subies ». Il assure cependant trouver cela peu convaincant. Selon lui, un scénario plus probable est que les Ukrainiens exploitent leur mobilité et leur supériorité tactique pour choisir des sites afin d'attaquer et d'enfoncer les lignes russes.

Plusieurs analystes disent prévoir que, en cas de résistance avérée de l'Ukraine à l'offensive menée actuellement par les Russes dans le Donbass, les Ukrainiens intensifieraient leur contre-offensive dans les prochaines semaines, ouvrant ainsi un chapitre critique de la guerre. D'après M. Clarke, la taille de l'armée russe ne lui permet pas d'atteindre même les objectifs limités qu'elle vise en Ukraine. Un élément clé de la prolongation de la guerre pour Moscou est de savoir si renforcer les troupes engagées est profitable et si 150 000 à 180 000 soldats supplémentaires peuvent être intégrés à son armée permanente. Etant donné le besoin d'entraînement, les nouvelles recrues n'arriveraient sur le champ de bataille que vers la fin de l'année. « Si l'année prochaine, les Russes peuvent compter sur la mobilisation d'une plus grande force, alors nous nous dirigerons vers un enlisement du conflit », résume-t-il.

4. Avancées ukrainiennes

Après avoir redirigé leurs forces vers l'est et le sud-est, les Russes semblent s'être précipités pour monter des offensives sporadiques, en déployant parfois des troupes qui avaient été repoussées hors de Kiev, au lieu d'attendre leur heure et de rassembler une force à grande échelle.

« Il semble que les avancées russes vont s'essouffler assez rapidement », estime M. O'Brien. « A un moment donné, les troupes cesseront d'avancer. La question est de savoir si les Ukrainiens pourront les repousser ? »

A ce stade, les armes occidentales sont extrêmement importantes, ont déclaré les analystes. Un haut responsable du Pentagone a annoncé lundi que l'Ukraine avait signalé que 74 des 90 canons d'artillerie M777 fournis par les Etats-Unis à l'Ukraine étaient installés à des avant-postes autour de Kharkiv ainsi que dans d'autres endroits.

La longue portée de ces obusiers permet aux Ukrainiens d'attaquer les forces russes sans se mettre eux-mêmes à portée de tir. L'Ukraine reçoit également d'autres équipements de la part des Occidentaux, notamment des drones Switchblade et Phoenix Ghost. « La combinaison de drones et de pièces d'artillerie est assez puissante », souligne M. Freedman.

Si les Ukrainiens progressent, la question suivante sera de déterminer où ils s'arrêtent. L'objectif minimum pour l'Ukraine serait de regagner les lignes de contrôle existantes au 23 février, la veille de l'invasion russe. Cela laisserait à Moscou le contrôle de deux enclaves dans le Donbass et la Crimée annexées en 2014.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Les analystes ont déclaré que si les Ukrainiens réussissaient, mettre un terme aux hostilités représenterait un défi politique pour le président ukrainien Volodymyr Zelensky, la tentation étant de repousser les Russes plus loin.

Les opérations offensives constituent des défis plus importants que les défensives. Avancer dans des zones où les Russes sont depuis longtemps retranchés, dans le Donbass et particulièrement en Crimée, un trophée grandiose pour le président russe Vladimir Poutine, serait ambitieux pour l'Ukraine. Les pressions extérieures exercées en particulier par les Européens sur M. Zelensky pour limiter l'avancée augmenteraient probablement.

« A un moment où les alliés occidentaux sont divisés sur le fait de trancher entre tenter de gagner la guerre ou bien y mettre fin... il est plus difficile pour les Ukrainiens de continuer comme ils l'ont fait jusqu'ici », observe M. Clarke.

5. Escalade

De nombreuses discussions entre Occidentaux, en particulier en Europe avant que n'éclate le conflit, tournaient autour de la nécessité d'assurer une porte de sortie à M. Poutine. Certains analystes craignent désormais d'isoler le dirigeant russe, de peur qu'il ne choisisse une escalade du conflit, par exemple en utilisant des armes nucléaires ou chimiques tactiques sur le champ de bataille.

Les analystes occidentaux disent que c'est possible, mais peu probable. Même si des armes nucléaires étaient déployées sur le champ de bataille, le conflit ne dégénérerait pas automatiquement en un échange de missiles balistiques intercontinentaux entre la Russie et l'Occident.

L'usage d'armes nucléaires par la Russie briserait le tabou de leur déploiement dans le cadre d'un conflit armé, un veto qui a pourtant été respecté depuis 1945. La réaction serait la suivante, selon M. Cohen : « je suppose que si Poutine allait réellement aussi loin, ses ordres seraient exécutés lentement par ses subordonnés immédiats. »

L'utilisation de telles armes entraînerait une condamnation internationale unanime et susciterait probablement une réponse visant à isoler davantage l'économie russe, notamment en introduisant potentiellement des sanctions dites secondaires qui cibleraient non seulement les entités russes, mais également toute entreprise faisant des affaires en Russie.

Selon les analystes, le principal facteur allant à l'encontre de l'utilisation de telles armes est qu'elles n'apporteraient aucun avantage en matière de combat sur le terrain, où les deux parties sont proches l'une de l'autre et où il n'y a pas de concentration à grande échelle des forces ukrainiennes. « Une arme nucléaire ne fait rien pour vous sur le champ de bataille. Beaucoup d'entre elles créent des retombées massives et sont susceptibles d'éliminer une partie de vos propres hommes », poursuit M. Freedman. « Les armes chimiques sont difficiles à déployer de façon ciblée et elles mettent en danger vos propres troupes, ce qui les rend encore plus inefficaces. »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Deux autres raisons de les utiliser, y compris loin des champs de bataille, seraient de terroriser le pays dans le but d'influencer le gouvernement à Kiev ou d'encourager les gouvernements occidentaux à faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle recherche la paix. Les deux scénarios sont plausibles mais peu probables, ont déclaré les analystes.

Toute utilisation de ces armes entraînerait probablement l'Occident plus profondément dans le conflit. Une réponse nucléaire des puissances occidentales serait peu probable, selon les analystes, mais une réponse militaire conventionnelle concevable.

Les lignes rouges actuelles qui empêchent les forces occidentales de mener des opérations aériennes en Ukraine tomberaient probablement et une zone d'exclusion aérienne deviendrait envisageable. M. Cohen a déclaré que la flotte russe de la mer Noire pourrait devenir une cible potentielle pour les Occidentaux. Compte tenu des combats de l'armée de l'air russe contre l'Ukraine, un dirigeant politique rationnel à Moscou voudrait éviter tout affrontement direct avec les Etats-Unis et d'autres forces aériennes occidentales.

Mais M. Poutine est-il un dirigeant politique rationnel ? « Si Poutine veut faire quelque chose de complètement irrationnel, il en aurait les moyens, mais cela ne veut pas dire que nous aurions pour autant un moyen rationnel de l'en empêcher », conclut M. Freedman.

Guerre en Ukraine: la région du Donbass est complètement détruite, affirme Zelensky

Par l'Opinion - 20 mai 2022 à 6h57

« Il y a des frappes constantes sur la région d'Odessa, sur les villes du centre de l'Ukraine », a également précisé le président ukrainien, jeudi 19 mai



Volodymyr Zelensky à Kiev (Ukraine), mercredi 16 mars 2022.

/AP/SIPA//AP/SIPA

Amer constat. Jeudi 19 mai, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré que les troupes russes ont « complètement détruit » la région du Donbass, dans l'est du pays, et a accusé la Russie de mener des bombardements insensés alors qu'elle intensifie son offensive. « [Il y a] des frappes constantes sur la région d'Odessa, sur les villes du centre de l'Ukraine », a-t-il ajouté dans une allocution vidéo diffusée en fin de soirée. Le président ukrainien a également estimé que les forces russes tenaient de tuer autant d'Ukrainiens que possible et de provoquer de lourds dégâts.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

« C'est une tentative délibérée et criminelle de tuer autant d'Ukrainiens que possible, de détruire autant de maisons, d'installations sociales et d'entreprises que possible », a-t-il indiqué. Volodymyr Zelensky a réitéré ses accusations selon lesquelles la Russie commettrait un « génocide ».

Actifs gelés. Le président ukrainien a déclaré que ses soldats continuaient d'œuvrer à la libération de la région de Kharkiv, alors que la Russie tentait d'exercer davantage de pression dans le Donbass. « C'est l'enfer là-bas - et ce n'est pas une exagération », a-t-il dit, ajoutant que douze personnes avaient été tuées lors du « bombardement brutal et absolument insensé » de Severodonetsk jeudi.

Pour autant, l'après-guerre se prépare. L'Union européenne (UE) étudie la possibilité d'utiliser les actifs gelés d'oligarques russes pour financer la reconstruction de l'Ukraine à la suite du conflit, a déclaré jeudi la présidente de la Commission européenne (CE), Ursula von der Leyen. La CE a proposé mercredi de fournir jusqu'à 9 milliards d'euros de prêts financés par des emprunts de l'UE pour couvrir les besoins de Kyiv jusqu'à fin juin.

« La stratégie russe a changé dans le Donbass »

En Ukraine s'est installée une féroce guerre de position. Moscou est-il en train de prendre la main ? L'analyse du stratège militaire Benoist Bihan.

Propos recueillis par Julien Peyron - Publié le 24/05/2022 à 13h00 - Modifié le 24/05/2022 à 15h01

Il y a trois mois, le 24 février 2022, les chars de Vladimir Poutine repartaient à l'assaut de l'Ukraine. Les Occidentaux et les forces ukrainiennes les attendaient dans le Donbass, mais c'est dans le Nord, dans la région de Kiev, que se portait la principale offensive russe. Au prix d'une défense acharnée autour d'Irpin, une petite ville de la banlieue de la capitale ukrainienne devenue le symbole d'une résistance héroïque, les soldats ukrainiens ont réussi à repousser les assaillants. Idem à Kharkiv, la seconde plus grande ville d'Ukraine, qui a tenu bon, malgré des semaines de bombardements. La guerre de mouvement russe a échoué.

Le conflit s'est stabilisé, et c'est désormais dans le Donbass que les deux camps ont de nouveau massé le gros de leurs troupes. Une guerre des tranchées, une guerre d'artillerie, qui n'est pas sans rappeler la Première Guerre mondiale, se déroule dans cette région de l'est de l'Ukraine, partiellement occupée par les Russes depuis 2014. Jusqu'où ira Poutine ? Bien armée par l'Occident, l'Ukraine peut-elle à nouveau arrêter les Russes, voire les faire reculer ? Les observations du stratège militaire Benoist Bihan, auteur de *La Guerre : la penser & la faire*.

Le Point : Trois mois après son déclenchement, on a l'impression que la guerre en Ukraine entre dans une nouvelle phase. Comment la définiriez-vous ?

Benoist Bihan : La phase initiale s'est terminée avec l'évacuation du nord de l'Ukraine par les troupes russes et le recentrage dans le Donbass. On est toujours dans cette seconde phase, marquée par des combats d'attrition. L'offensive russe se concentre sur deux axes : l'un autour d'Izioum, qui semblait indiquer une volonté de percer vers Sloviansk et Kramatorsk afin d'encercler une partie des forces ukrainiennes. Cet effort semble avoir été efficacement freiné par les Ukrainiens.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Le second, plus récent, autour de Sievierodonetsk avec une percée possible devant Popasna au sud-est. Le but serait de couper en deux le saillant du Donbass, en isolant le secteur Sievierodonetsk-Lysychansk. S'ils y parviennent, les Ukrainiens seraient alors contraints de replier leurs lignes bien plus à l'ouest, car il n'y a pas d'obstacle géographique majeur jusqu'à Kramatorsk justement. Dans cette phase, l'essentiel des affrontements est surtout fait de frappes et contre-frappes d'artillerie plus que de combats de contact. Face aux Russes, les Ukrainiens mènent des contre-attaques ponctuelles et localement efficaces, grâce à l'armement fourni par l'Occident, notamment des canons d'une portée supérieurs à ceux des Russes qui ont commencé à être déployés. Maintenant qu'ils sont parvenus à dégager Kiev et – en partie – Kharkiv, l'enjeu pour eux est d'arriver à faire transiter cet équipement et leur artillerie dans le Donbass. C'est plus simple vers Izioum, proche de Kharkiv. Mais pour atteindre le centre du Donbass, cela va être plus difficile, car les principaux axes de communication sont désormais coupés ou interdits par l'aviation et l'artillerie russes. La bataille des routes bat son plein. On n'est plus dans la saison des boues, la *raspoutitsa*, mais il a continué de pleuvoir dernièrement en Ukraine et certains chemins restent peu praticables.

À Kiev, puis à Kharkiv, l'armée russe a subi deux cuisantes défaites. Êtes-vous surpris ?

La principale surprise est venue de la forme prise par ces défaites – terme d'ailleurs surtout approprié pour l'échec patent devant Kiev, car les combats se poursuivent devant Kharkiv. Les Russes n'ont pas adopté la doctrine qui est normalement la leur. Ils n'ont pas utilisé leur principal atout : leur capacité à réunir de grosses masses de feu. Ils se sont enfoncés en colonnes dans un pays très vaste. Et l'armée russe n'est pas l'armée soviétique : elle n'est pas faite pour les grandes offensives, en particulier au plan logistique. J'ajoute que certains atouts, comme la guerre électronique russe, n'ont pas été aussi efficaces que prévu. Les Ukrainiens, par exemple en utilisant le réseau satellitaire Starlink pour leurs liaisons d'artillerie, sont parvenus à contrer les efforts de brouillage russes. Enfin, le renseignement militaire russe semble avoir considérablement sous-estimé les capacités tactiques et la volonté de résistance ukrainiennes. Autant d'erreurs d'appréciation en même temps : voici surtout ce qui a surpris, et que les Russes ont payé cher. Mais attention à ne pas tomber dans l'excès inverse et à sous-estimer systématiquement les Russes. Les Ukrainiens n'ont pas repris l'avantage, et ne disposent toujours pas de l'initiative. On observe en outre que la stratégie russe a changé dans le Donbass depuis la mi-mars. Moscou semble avoir appris de ses erreurs. Son armée peut encore exercer une pression continue sur les Ukrainiens. C'est ce qu'on voit aujourd'hui sur le terrain, une bataille de feux.

Le Donbass n'est-il pas le principal enjeu depuis le début ?

Du point de vue militaire, le principal effort est en effet désormais clairement dans le Donbass. Mais comment être sûr de ce qu'étaient les buts politiques de Poutine au début ? Quel était l'objectif initial des Russes ? Selon la version officielle, l'offensive vers Kiev était une diversion. Diversion qui serait d'ailleurs un succès, selon Moscou. Il est permis d'en douter et de penser que la propagande russe tente de masquer une défaite. Mais que va-t-il advenir à présent ? La guerre s'arrêtera-t-elle si les Russes s'emparent du Donbass ? Je n'en suis pas sûr.

Que cherche à faire l'armée russe dans le Sud, autour de la mer Noire ?

Les Russes ont obtenu un succès indéniable et précieux : le contrôle de la mer d'Azov. Cela a pris du temps. Le siège de Marioupol a été long, mais c'est aujourd'hui pour eux un acquis de première importance. Ils sont maîtres de la bande de terre qui va de Marioupol jusqu'à la Crimée, ce qui est essentiel pour assurer la logistique et notamment l'accès à l'eau de cette dernière.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Pour ce qui est de la mer noire à l'ouest de Sébastopol, ça ne semble pas être la zone où les Russes concentrent leurs efforts. Il y a eu d'importantes tentatives de diversion amphibies vers Odessa, qui ont pris fin après les revers navals, notamment le naufrage du Moskva. Ces diversions continuent de façon sporadique, mais semblent davantage destinées à fixer quelques forces ukrainiennes dans la région. La flotte russe de la mer Noire continue également à être utilisée pour frapper l'ouest de l'Ukraine avec ses missiles de croisière. Mais l'essentiel pour les Russes, c'est que le blocus maritime soit efficace, et il l'est. À quoi bon risquer une invasion terrestre difficile ? Car la géographie n'est pas favorable, il y a plusieurs coupures humides difficiles à franchir entre les zones occupées par les Russes et Odessa. Et si la Russie s'emparait de toute la mer Noire, elle aurait une nouvelle frontière directe avec un pays de l'Otan, la Roumanie.

Les services de renseignements occidentaux estiment que Moscou a perdu plus de 25 000 hommes depuis le début de la guerre. Ce chiffre vous paraît-il crédible ?

Ce sont en effet les chiffres qui circulent. C'est très difficile de savoir comment ils ont été obtenus, et donc de les vérifier. Une chose est sûre : une guerre comme celle-ci, avec autant de puissance de feu de part et d'autre, coûte très cher aux deux camps. Il y a nécessairement beaucoup de pertes humaines. Il est tout à fait possible qu'il y ait certains jours plusieurs centaines de tués en 24 heures. Un document a été diffusé récemment par les Ukrainiens. Il recensait des pertes de véhicules très importantes côté russe, en adéquation avec les estimations occidentales. En revanche, il dénombrait des pertes humaines russes un peu plus faibles que ce qu'on croyait. Sans doute les véhicules blindés ont au moins servi à ça, encaisser les coups et protéger les hommes.

Et côté ukrainien, les pertes sont-elles aussi lourdes ?

Elles sont sans doute moins élevées que côté russe dans le Donbass, en tout cas tant que leurs lignes ne sont pas percées. Pour plusieurs raisons. Les positions ukrainiennes sont fortifiées depuis longtemps. Les bunkers, les tranchées ont été pensés pour résister aux frappes d'artillerie. Et dans tout conflit, c'est l'assaillant qui est obligé de sortir de ses positions et donc de s'exposer. La situation peut toutefois s'inverser si ce sont les Ukrainiens qui contre-attaquent et doivent à leur tour s'exposer – ou s'ils sont contraints de combattre en terrain libre, hors de leurs positions préparées. La puissance de feu russe est considérable.

Une issue purement militaire, l'effondrement de l'une des deux armées, est-elle envisageable ?

C'est possible, mais encore peu probable. Certes, si l'armée ukrainienne s'effondrait entièrement, la Russie pourrait s'emparer de tous les territoires qu'elle vise et espérer dicter ses conditions politiques. Mais on n'en prend pas le chemin, plutôt celui d'encerclements partiels suivis de combats d'usure – comme à Marioupol – ou de replis : c'est donc une usure graduelle, et pas un effondrement brutal qui menace Kiev. Si, en revanche, c'est la Russie qui est contrainte de s'arrêter, car épuisée – possible au vu des pertes subies –, cela aurait pour conséquence de figer le conflit, car je vois mal les Ukrainiens lancer une contre-offensive généralisée. Ils n'en ont sans doute pas les capacités, notamment logistiques, et leur armée n'y est pas préparée, et si elle parvenait à stopper les Russes, alors sans doute elle serait aussi épuisée. Un règlement politico-diplomatique semble dans tous les cas plus probable à terme, avec l'intervention de plusieurs acteurs internationaux. Mais aucune initiative sérieuse n'a encore été lancée. Tout le monde attend de voir comment les opérations vont tourner.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

L'heure est-elle toujours aux canons ?

Tout à fait. Comme l'enseigne l'étude des dernières guerres du XX^e siècle, par exemple celle du Kippour au Proche-Orient en 1973, les efforts diplomatiques attendent qu'une victoire militaire claire se dessine. Du verdict des combats vont dépendre les efforts diplomatiques, mais aussi leur capacité à être entendus des belligérants. En attendant, on reste dans le chapitre des armes. Et il y a un facteur à ne pas oublier : la dimension nucléaire, qui limite de fait les marges de manœuvre des Ukrainiens et de leurs soutiens occidentaux. Quelles sont les lignes rouges de la Russie si la situation tourne à son désavantage ?

La guerre en Ukraine met en lumière le rôle des satellites espions privés

Par Warren P. Strobel et Robert Wall | *The Wall Street Journal* - 02 mai 2022 à 17h45

Des chars russes aux fosses communes, les engins spatiaux commerciaux d'imagerie apportent leurs lots de renseignements sur la guerre que mène Moscou contre son voisin



Une image satellite prise par Maxar Technologies montrant plusieurs frappes russes dans la ville de Tchernihiv, au sud-ouest de l'Ukraine, fin mars.

EPN/Newscom/SIPA/EPN/Newscom/SIPA

AURORA, Colorado — Les forces ukrainiennes qui traquent les chars russes et surveillent les mouvements des troupes du Kremlin peuvent s'appuyer sur les images fournies par un nombre croissant de satellites espions à vocation commerciale. Ces derniers donnent à Kiev l'accès à des renseignements autrefois réservés à seulement quelques gouvernements.

L'offensive du président russe Vladimir Poutine contre l'Ukraine est intervenue dans un contexte marqué par l'explosion du nombre de satellites de surveillance privés, toujours plus sophistiqués, dont des centaines sont désormais en orbite. Les dirigeants des entreprises du secteur affirment qu'ils transmettent des données aux Etats-Unis et aux gouvernements alliés, mais aussi parfois directement aux autorités de Kiev pour les aider à repousser les forces d'invasion russes. Ils indiquent aussi fournir des informations aux organisations humanitaires pour leur permettre de cartographier les dégâts sur le terrain et d'évacuer les civils.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Avant même que les troupes russes n'envahissent l'Ukraine, des satellites avaient dévoilé les plans du Kremlin. Lorsque M. Poutine a déclaré que ses troupes massées à la frontière se retiraient, les satellites ont, à la fois, montré le contraire et révélé que la Russie avait construit un pont partant de Biélorussie pour que ses chars puissent traverser une rivière vers l'Ukraine. « Personne ne se doutait qu'il fallait surveiller ce secteur », déclare Will Marshall, cofondateur et directeur général de Planet Labs. Le fournisseur d'imagerie satellitaire, qui travaille notamment avec le Pentagone, a pu repérer ce pont parce que sa constellation, d'environ 200 satellites, balaie tout le territoire Ukraine une fois par jour, explique M. Marshall. Les engins spatiaux de la société ont une résolution — une mesure de la plus petite surface que les capteurs peuvent détecter au sol — d'environ 2,7 mètres, et sont capables de repérer les mouvements sur le terrain.

« Les données géospatiales commerciales sont à la guerre en Ukraine ce que le GPS a été à l'opération Tempête du désert il y a trente ans »

L'imagerie optique n'est pas la seule technique à être utilisée. Certains satellites peuvent voir à travers les nuages et suivre les mouvements des troupes du Kremlin la nuit, selon les dirigeants du secteur. D'autres encore captent des signaux électroniques qui peuvent être utilisés pour localiser les forces russes. Les données des engins spatiaux privés ne sont peut-être pas d'aussi bonne qualité que celles que sont en mesure de récolter les satellites espions les plus récents du gouvernement américain, mais elles peuvent être facilement partagées sans être soumises aux restrictions existant en matière de sécurité.

Les données de ces satellites espions commerciaux jouent désormais clairement un rôle dans le conflit, même s'il est souvent informel. Ils fournissent à l'Ukraine des renseignements précieux qu'elle peut utiliser afin de combattre les forces russes, mais aussi pour influencer l'opinion publique en révélant au grand jour les destructions de bâtiments civils et les crimes de guerre potentiels.

Les hauts responsables de la sécurité nationale américaine et les dirigeants du secteur affirment que ces engins spatiaux, peu coûteux à louer, ont transformé la manière de faire la guerre, en rendant plus difficile pour la Russie de masquer ses intentions militaires. Par ailleurs, devant le volume d'informations déjà publiques, il est également plus facile pour les agences de renseignement américaines de déclassifier et de partager certains de leurs propres secrets.

« Les données géospatiales commerciales sont à la guerre en Ukraine ce que le GPS a été à l'opération Tempête du désert il y a trente ans », résume John Serafini, PDG de HawkEye 360, faisant référence à l'utilisation par l'armée américaine de la navigation par satellite pour des opérations ciblées lors de la guerre du Golfe, en 1991. HawkEye 360, l'une des nombreuses start-up du secteur âgées de moins de dix ans, dispose d'une constellation qui collecte des signaux de radiofréquence depuis l'espace.

Des satellites ont également été utilisés pour suivre les flux de réfugiés et repérer les charniers en Ukraine, selon les dirigeants du secteur.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

L'apparition des satellites espions remonte aux premiers jours de la conquête spatiale. Quelques mois après le lancement par l'Union soviétique, en 1957, du premier satellite artificiel, Spoutnik, qui transmettait des signaux radio, le président américain de l'époque, Dwight D. Eisenhower, a approuvé des programmes de développement et de lancement de satellites espions par les Etats-Unis. Les images de ces premiers engins spatiaux avaient une résolution d'environ 7,5 mètres.

Après quatre décennies de monopole gouvernemental, les choses ont commencé à changer avec le lancement, en 1999, d'Ikonos, un satellite commercial d'imagerie terrestre qui offrait aux utilisateurs une résolution d'un peu moins d'un mètre.

Durant les premières années d'existence des satellites d'imagerie commerciale, la majorité des clients restait des gouvernements, expliquent des dirigeants du secteur. Mais cette tendance s'est inversée au fur et à mesure que de nouveaux engins étaient lancés. Les utilisateurs se sont familiarisés avec les capacités de ces satellites, qui ont peu à peu offert de meilleures résolutions, indique Stephen Wood, directeur senior chez Maxar, qui a quatre satellites opérationnels en orbite.

« Nous entrons dans une ère de transparence et de responsabilisation grâce à ces technologies »

Maxar, qui a été l'un des principaux fournisseurs d'images de l'Ukraine aux médias — dont *The Wall Street Journal* — depuis le début de l'invasion russe, utilise des caméras qui prennent des clichés avec une résolution pouvant descendre jusqu'à 30 centimètres. La société peut repositionner ses caméras embarquées pour recueillir des informations sur ce qui se passe sur le terrain dans une zone plus étendue, notamment les régions frontalières de l'Ukraine, précise M. Wood.

Si les agences de renseignement gouvernementales se méfiaient autrefois des satellites espions commerciaux, elles en sont aujourd'hui des clientes avides.

Chaque satellite espion du gouvernement américain coûte des milliards de dollars. Leur construction et leur déploiement peuvent prendre des années. Les satellites espions privés sont, eux, relativement bon marché et peuvent combler certaines de leurs lacunes.

Le gouvernement américain encourage d'ailleurs les entreprises privées à partager leurs découvertes, a assuré au cours d'un entretien le vice-amiral Robert Sharp, directeur de la National Geospatial-Intelligence Agency, qui collecte, analyse et répartit les données des satellites espions américains.

Ces firmes ont « joué un rôle important dans la capacité de notre gouvernement à disposer des bonnes informations, et de la bonne classification au bon moment », a-t-il déclaré lors du GEOINT Symposium, la conférence annuelle sur le renseignement spatial. Les dirigeants du secteur expliquent que l'Ukraine, avec sa météo réputée capricieuse, est un terrain d'expérimentation idéal pour une technologie spatiale qui a vu le jour récemment dans le champ commercial : le radar à synthèse d'ouverture, qui permet de voir à travers les nuages, le brouillard et la neige.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

MDA, une société spécialisée dans les technologies spatiales, a annoncé avoir conclu un accord avec un partenaire du secteur spatial américain. Les images qu'elle recueille sont fusionnées et analysées avec celles obtenues par d'autres entreprises. Les rapports de renseignement qui en découle sont ensuite partagés avec le gouvernement ukrainien.

« L'Ukraine est un pays difficile à surveiller, avec une grande nébulosité et de nombreux vols de nuit », explique Mike Greenley, directeur général de MDA. La société possède un satellite radar et le gouvernement canadien une constellation de trois. Ils peuvent détecter les déplacements des véhicules, même par mauvais temps, et repérer les chars qui se cachent sous les arbres, poursuit-il. La société peut photographier l'Ukraine tous les jours, précise M. Greenley, et les images peuvent être disponibles pour visionnage en moins de quinze minutes dans certains cas.

Le vice-amiral Robert Sharp a déclaré que la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA) — connue du public pour avoir développé la modélisation du complexe d'Abbottabad, où se cachait Oussama ben Laden au Pakistan, à partir d'images spatiales — a augmenté ses ressources consacrées à l'Ukraine. Les entreprises privées disent avoir fait de même.

Brian O'Toole, PDG de BlackSky Technology, explique que, quelques jours après l'invasion russe du 24 février, sa société a décidé de modifier l'orbite prévue de deux satellites d'imagerie qui devaient être lancés le 2 avril afin qu'ils passent plus fréquemment au-dessus de l'Ukraine. Il a fallu pour cela reconfigurer le pas de tir de la fusée et obtenir l'approbation du gouvernement américain pour modifier sa licence de lancement, dit-il.

Des images de l'Ukraine ont été livrées aux clients dans les 24 heures suivant le décollage, indique la société.

De son côté, HawkEye 360 déploie un ensemble différent de capteurs. Ses satellites collectent et localisent des signaux de radiofréquence depuis l'espace, qu'ils proviennent de navires de pêche illégaux ou de balises de détresse. Lorsque les troupes de M. Poutine ont envahi l'Ukraine par le nord, puis se sont repliées après avoir échoué à prendre Kiev, les engins spatiaux de HawkEye les ont suivis en surveillant le brouillage des signaux GPS par les forces russes, a détaillé M. Serafini au cours d'un entretien.

Les activités d'opérateurs privés ne sont toutefois pas sans risque, et de nombreuses entreprises refusent de préciser comment elles aident l'Ukraine dans ses initiatives pour repousser les assauts de Moscou. Le dirigeant d'une entreprise du secteur confie ainsi craindre que sa société ne devienne la cible de cyberattaques russes.

Selon le vice-amiral Robert Sharp, la NGA n'a constaté aucune perturbation des satellites d'imagerie du gouvernement américain ou des engins des entreprises privées.

Le Pentagone a refusé de fournir des détails sur les « prestations privées d'imagerie par satellite » qui ont été incluses dans le paquet d'aide militaire à l'Ukraine annoncé le 14 avril.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Certaines entreprises communiquent toutefois ouvertement sur ce qu'elles font pour Kiev.

Satellogic, une société d'observation terrestre originaire d'Argentine, fournit directement des images spatiales au gouvernement ukrainien, ainsi que des données gratuites à des organisations humanitaires telles que la Croix-Rouge et Médecins sans frontières, déclare Thomas VanMatre, vice-président de son développement commercial international. « Si vous aidez la cause, nous vous envoyons un identifiant et un lien de connexion », ajoute-t-il. L'entreprise s'est associée au Halifax International Security Forum, une organisation à but non lucratif, pour collecter dix millions de dollars afin de permettre à l'Ukraine de disposer de créneaux d'utilisation propres sur les satellites passant au-dessus de son territoire, au lieu de dépendre, comme c'est le cas actuellement, de ce que les gouvernements et les entreprises lui fournissent. Halifax International Security Forum dit avoir levé environ 100 000 dollars jusqu'à présent.

Selon M. Marshall de Planet Labs, l'impact de l'imagerie commerciale va bien au-delà de l'Ukraine : les gouvernements ne peuvent plus lancer d'opérations militaires à grande échelle sans que tout le monde ne le sache. « Nous entrons dans une ère de transparence et de responsabilisation grâce à ces technologies », assure-t-il.

Gérard Araud – Où nous mène l'escalade en Ukraine ?

CHRONIQUE. Poutine agite l'arme nucléaire et Biden promet de déverser des tonnes d'armes en Ukraine, faisant peser sur l'Europe une menace toujours plus grande.



Le président russe Vladimir Poutine regarde le 20 avril 2022 le lancement d'un missile Sarmat, capable de transporter une charge nucléaire sur des milliers de kilomètres.

© MIKHAIL KLIMENTYEV / Sputnik / Sputnik via AFP
Par Gérard Araud - Publié le 30/04/2022

Jusqu'ici, les Américains et les Européens n'ont pas ressenti le besoin de définir leurs objectifs en Ukraine. Il s'agissait, dans l'urgence, d'apporter leur soutien à l'agressé et de faire payer le prix de son action à l'agresseur. Les États-Unis manifestaient d'ailleurs une retenue à laquelle ils ne nous avaient pas habitués : ils excluaient d'entrée de jeu tout envoi de forces américaines en Ukraine, ils refusaient que la Pologne y livre des avions de combat MiG 29 et ne réagissaient pas aux gesticulations nucléaires de Poutine. L'administration Biden le répétait : la guerre opposait l'Ukraine et la Russie ; Américains et Européens n'étaient pas des belligérants, mais soutenaient la victime de l'agression comme le droit international leur en donne le droit.

Progressivement, cet équilibre s'est rompu des deux côtés. La Russie, qui ne veut pas avouer que ce sont les Ukrainiens qui, par leur résistance courageuse et efficace, ont arrêté son offensive,



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

transforme le piteux comportement de ses forces armées en un combat d'une envergure cosmique, entre le camp du Bien et l'Occident tout entier décadent et nazifié. Elle agite le spectre de la Troisième Guerre mondiale. À la télévision russe, on appelle au recours à l'arme nucléaire sur Berlin, Paris et Londres.

Changement d'échelle

Moscou commence d'ailleurs à élargir le conflit au-delà de l'Ukraine, en arrêtant ses livraisons de gaz à la Pologne et à la Bulgarie. Des incidents suspects ébranlent la fragile Moldavie. Mais, en face également, la guerre change progressivement de nature. La Pologne et les pays baltes, au nom de leur histoire et de leur géographie, ont toujours décrit le conflit comme la confrontation entre leur ennemi héréditaire et l'Occident démocratique. Ils appellent donc à une victoire totale sur « Hitler » pour citer le ministre polonais des Affaires étrangères. Il ne s'agit plus seulement de défendre l'Ukraine, mais de refouler la Russie avec l'espoir de la chute de Poutine. Ils peuvent s'appuyer, en Occident, sur l'opinion publique qui s'indigne légitimement des atrocités qu'ont commises les troupes russes en Ukraine. Dans ce contexte, garder la tête froide n'est pas simple. Lorsque Emmanuel Macron prône, avec raison, d'un côté, le soutien à l'Ukraine et, de l'autre, la recherche d'une négociation avec Poutine, on fait de lui, dans les médias sociaux, un nouveau Daladier à Munich.

Or, ce camp des va-t-en-guerre vient de trouver un écho à Washington. En effet, Joe Biden, dont les seuls débordements avaient été jusqu'ici verbaux lorsqu'il avait traité Poutine de criminel de guerre et évoqué un génocide, en est venu à décrire la politique américaine non plus seulement en termes de défense de l'Ukraine mais comme une confrontation avec la Russie. De son côté, le secrétaire américain à la Défense, Austin, en visite à Kyiv, a expliqué que les États-Unis voulaient affaiblir durablement la puissance russe. Par ailleurs, le Congrès vient de voter un crédit de 20 milliards de dollars pour armer l'Ukraine. Cette somme qui correspond, à elle seule, à trois fois le budget de la défense de ce pays avant-guerre s'ajoute aux 5 milliards déjà transférés. On change là d'échelle ; il n'est pas difficile de sentir qu'à Washington, les succès réels de l'Ukraine sur le terrain ont permis d'espérer qu'on pourrait non seulement repousser l'agression, ce qui était l'objectif initial, mais aussi vaincre de manière décisive l'agresseur. En parallèle, petit à petit, les Européens, de leur côté, transfèrent des armements de plus en plus lourds, de plus en plus sophistiqués.

Quel est notre objectif en Ukraine ?

J'espère évidemment que l'Ukraine défende victorieusement son indépendance et j'approuve le soutien accordé à ce pays héroïque. C'est conforme aux valeurs et à l'intérêt de notre pays. Mais escalade dans le conflit, il y a bel et bien aujourd'hui des deux côtés. Étant donné ses enjeux, elle ne peut résulter de sentiments quelque légitimes qu'ils soient ou d'une démarche de somnambule. Elle doit faire l'objet d'un débat et d'une décision des autorités politiques des États concernés, au premier chef desquels les Européens. Lorsque les États-Unis s'appêtent à déverser sur l'Ukraine une masse sans précédent d'armements, nous avons le droit et le devoir de nous demander quel en est l'objectif.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Certes, il s'agit de « vaincre la Russie », mais que signifie cette expression ? S'agit-il d'en revenir au statu quo ante, sur les lignes du 24 février, ou de reconquérir tous les territoires ukrainiens du Donbass à la Crimée ? S'agit-il d'abattre Poutine ? Notre soutien ne peut être aveugle ; il nous engage et engage nos intérêts. Nous sommes prêts à aider l'Ukraine à refouler l'agression, mais le sommes-nous à poursuivre au-delà une guerre qui risque de se prolonger indéfiniment ? Nous savons que la doctrine militaire russe n'exclut pas le recours aux armes nucléaires tactiques sur le champ de bataille. Dans ce contexte, sommes-nous prêts à pousser la Russie, où nous savons qu'une défaite sans appel serait inacceptable, à l'escalade si elle ne trouve pas une manière de sauver la face ? Ce sont là des questions politiquement explosives dans le climat passionnel qui est le nôtre, mais nous devons les poser. Nul ne doit nous entraîner où nous ne voulons pas aller. Le président de la République, qui a déjà su braver les insultes des matamores notamment polonais, devra sans doute le faire de nouveau.

Pourquoi la mer Caspienne est-elle aussi stratégique pour l'armée russe ?

La mer Caspienne, bien que fermée et loin du théâtre ukrainien, constitue un atout stratégique et logistique pour la marine russe, servant à la fois de plateforme de tir de missiles et de réservoir de force. Forte d'une vingtaine de bâtiments plutôt petits, elle compte quelques frégates, corvettes, patrouilleurs, et autres bâtiments côtiers. Mais elle est surtout utile pour sa capacité de frappe lointaine par missiles balistiques.

"Ce n'est pas énorme en termes de flotte de combat, mais ils font des missions d'appui feu", explique Igor Delanoë, directeur adjoint de l'observatoire franco-russe et spécialiste de la marine russe. Depuis 2015 et l'intervention russe en Syrie, cette mer sert à tirer "des missiles hypervéloces à très grande distance, c'est un changement stratégique majeur", analyse le capitaine de vaisseau Eric Lavault, porte-parole de la Marine française. "Il y a quelques années encore, la mer Caspienne était une espèce de mare aux canards sans grand intérêt géostratégique, elle en a maintenant", ajoute-t-il. En outre, la flotte de la Caspienne peut offrir une réserve de bâtiments pouvant être acheminés jusqu'en mer Noire par le système des 5 mers, le réseau de canaux mis en place à l'époque soviétique.

"La mer Caspienne se trouve 1.000 kilomètres plus à l'est de la mer d'Azov (au nord-est de la mer Noire, ndlr). A l'époque communiste, les Russes ont organisé un système de canaux qu'on appelle le système des 5 mers qui font correspondre au Nord, la mer Blanche qui donne sur l'océan glacial arctique, au Nord-Ouest la Baltique, à l'Est la Caspienne, et au Sud la mer Noire, par la mer d'Azov qui articule tout le système" explique Martin Motte, spécialiste de stratégie navale, professeur à l'École pratique des Hautes Etudes, dans le podcast Echo du Centre d'études supérieures de la marine (CESM). "Certains bâtiments sont dessinés pour pouvoir être convoyés par ces canaux, parmi les plus petits, les patrouilleurs côtiers, certaines corvettes. Vous ne pouvez pas convoier les plus gros bâtiments, comme des croiseurs ou des frégates", explique Michael Petersen, le directeur de l'Institut d'étude de la marine russe au Naval War college américain.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Des navires lance-missiles peuvent se cacher en mer d'Azov Il est ainsi impossible de ramener par ce système un bâtiment équivalent au croiseur Moskva qui a été coulé mi-avril, selon Kiev, par les Ukrainiens et qui faisait office de navire amiral de la flotte de la mer Noire, offrant une large couverture anti-aérienne aux bâtiments russes. Mais, analyse M. Delanoë, "si les Turcs ouvrent les détroits (du Bosphore et des Dardanelles qu'ils ont fermés depuis le début de la guerre en vertu de la convention de Montreux, nldr), et qu'on voit arriver des croiseurs américains, des frégates britanniques, à ce moment là, les Russes seront capables d'envoyer des navires lance-missiles qui pourront se cacher en mer d'Azov, à l'abri derrière les terres, et être en mesure de frapper".

De même, anticipe-t-il, si la position de la Turquie évolue et qu'elle décide de peser sur son allié, l'Azerbaïdjan, "pour réactiver à travers Bakou un conflit dans le Haut-Karabakh avec l'Arménie, dans l'environnement proche de la Russie, on peut imaginer que Moscou mobilise la flotte de la Caspienne pour faire de la diplomatie de la canonnière pour signifier aux Azerbaïdjanais qu'ils seraient bien inspirés de ne pas trop jouer le jeu de la Turquie".

Ukraine : la «masse» d'une nation en armes

Par Jean-Dominique Merchet - 06 mai 2022 à 12h30

LE POINT MILITAIRE. Deux modèles d'armées s'affrontent et celui de la Russie ressemble à celui des armées professionnelles occidentales – de graves dysfonctionnements en plus



Des soldats ukrainiens après des combats dans le village de Berezivka, en Ukraine, jeudi 21 avril 2022.

Le Kremlin a écarté les conjectures selon lesquelles Vladimir Poutine prévoit de déclarer la guerre à l'Ukraine et de décréter la mobilisation générale en Russie à l'occasion des célébrations commémorant la capitulation de l'Allemagne nazie face à l'Union soviétique, le 9 mai à Moscou. « Il n'y aucune chance (que cela arrive). C'est absurde », a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Vladimir Poutine doit faire un discours et présider la parade militaire annuelle sur la place Rouge lundi 9 mai. Sur le terrain, les combats se poursuivent sans percée notable, après plus de deux mois de guerre.

« Ce sont d'abord les forces morales qui expliquent la remarquable résistance ukrainienne. » Sous la plume du chef d'état-major des armées (Cema), le général Thierry Burkhard, le propos n'est pas anodin. Il figure dans l'« ordre du jour n°13 » du 22 avril dernier, diffusé auprès de tous les militaires français. La guerre d'Ukraine suscite des questionnements dans toutes les armées et les cercles de réflexion stratégique, alors que « bien peu d'entre nous avaient parié sur cette résistance farouche » des Ukrainiens, reconnaît le général Burkhard.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Pas plus nombreux sont ceux-ci qui imaginaient les déconvenues des forces russes. Certes, les Ukrainiens bénéficient d'une aide massive – en matériel et en renseignement – de la part des Américains et d'autres alliés, qui sont désormais aux limites de la co-belligérance. Mais quelque chose de neuf a surgi dans l'Est de l'Ukraine, qui influencera les futures stratégies militaires. Reste à savoir précisément quoi. D'aucuns sont tentés d'y voir la confirmation de leurs analyses précédentes. C'est le cas du chef d'état-major des armées, qui constate que « la guerre de haute intensité est de retour en Europe ». Comme d'autres, il l'envisageait avant même l'invasion russe de l'Ukraine, dans un document doctrinal publié en octobre 2021. Au-delà du constat, cette « vision stratégique » permet, au passage, de justifier auprès du pouvoir politique la demande d'une forte hausse des crédits de défense.

La question des « forces morales », jadis mise en avant par le colonel Ardant du Picq, n'est pourtant pas une affaire budgétaire. Sur le front ukrainien, ce sont deux modèles d'armée qui s'affrontent. Côté russe et au risque du paradoxe : une armée « à l'occidentale », c'est-à-dire une force professionnelle expéditionnaire. En Ukraine, une « nation en armes » défendant le sol de la patrie, à la manière de ce que proposait Jean Jaurès en 1911, dans « l'Armée nouvelle ». Leur choc est une expérience *in vivo*, car il concerne des sociétés culturellement extrêmement proches. Rien à voir, par exemple, avec les soldats américains en Afghanistan.

Force réduite. Face à une force expéditionnaire, la « force morale » ne suffit pas à gagner la guerre, mais elle permet de ne pas la perdre. Les Ukrainiens en font la démonstration depuis le 24 février, comme les talibans l'ont prouvé en août dernier. Au Mali, l'armée française achève son retrait, laissant le champ libre à ceux qu'on appelait les « groupes armés terroristes ». En privé, un haut responsable militaire français le reconnaît : ce que nous affrontons, « c'est une énorme insurrection, pas du terrorisme ». « Nos armées ne gagnent plus les guerres », tranche Gérard Chaliand, spécialiste des conflits.

Or, l'armée russe est conçue sur les mêmes principes que les armées occidentales : une force réduite en taille, professionnalisée et, au-delà de la défense (nucléaire) du sanctuaire national, capable d'engagements extérieurs. La grande différence – que révèle la guerre d'Ukraine – est que l'armée russe est dysfonctionnelle.

Sa professionnalisation n'a pas été poussée à son terme et un tiers des effectifs reposent encore sur une conscription très loin d'être universelle (environ un jeune homme sur trois). Or, comme en Occident, la Russie ne semble plus capable de contraindre sa jeunesse de partir faire la guerre. La dernière fois que c'est arrivé en France, c'était il y a plus de 60 ans, en Algérie. Les Etats-Unis y ont renoncé après le Vietnam, il y a 50 ans. La Russie après l'Afghanistan (1989), même si des appelés ont été engagés en Tchétchénie en 1999-2000, voici plus de 20 ans. Certains observateurs envisageaient que Vladimir Poutine profite de la fête de Victoire du 9 mai pour annoncer une déclaration de guerre et donc une forme de mobilisation générale. Le Kremlin a démenti et rien ne dit qu'il aurait été capable de la mettre en œuvre dans un délai suffisant pour changer la donne.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

160 000 hommes, c'est très largement insuffisant pour un théâtre d'opérations de la taille de l'Ukraine, voire du seul Donbass, où l'armée russe ne parvient à progresser que très lentement depuis un mois.

Résultat : selon les estimations militaires françaises, les forces russes – y compris celles des deux républiques séparatistes du Donbass et les divers supplétifs – n'alignent pas plus de 160 000 hommes sur le front ukrainien. Et elles n'ont quasiment aucune réserve sous le pied. 160 000 hommes, c'est très largement insuffisant pour un théâtre d'opérations de la taille de l'Ukraine, voire du seul Donbass, où l'armée russe ne parvient à progresser que très lentement depuis un mois.

D'autant que ces 160 000 hommes souffrent de sérieux problèmes : déficience de la logistique et des transmissions, absence de campagne aérienne sérieuse, faiblesse de l'infanterie, mauvaise coordination interarmes. Néanmoins, même avec un niveau de professionnalisme à l'occidentale, cela ne suffirait pas face aux Ukrainiens.

Expériences personnelles. Car la « masse » compte. La « masse », c'est-à-dire les effectifs et le nombre d'armements et de munitions. C'est « un facteur de supériorité opérationnelle » explique l'armée de terre française, dans un récent document de doctrine. Cette importance de la masse a longtemps été occultée en Europe : il fallait bien accompagner la « réduction du format » des armées après la guerre froide. De manière contre-intuitive, la masse est aujourd'hui du côté ukrainien et pas russe.

« Les Ukrainiens arrivent à faire des relèves », c'est-à-dire à envoyer des troupes fraîches au combat. Il est quasiment impossible de connaître les effectifs des forces ukrainiennes. « Ils ne nous disent rien », reconnaît une source française. 250 000 ? 600 000 ? Les experts militaires en débattent sans pouvoir trancher. Tous s'accordent à dire qu'ils sont nettement supérieurs à ceux de l'armée russe. « Par rapport à la population, la mobilisation ukrainienne est dix fois supérieure à celle des Russes », estime ainsi le colonel Michel Goya, alors que le général Jérôme Pellistrandi note que « les Ukrainiens arrivent à faire de relèves », c'est-à-dire à envoyer des troupes fraîches au combat.

La composition de forces ukrainiennes est très complexe : à l'armée d'active et à ses réservistes, il faut ajouter les forces territoriales et la garde nationale (qui relève du ministère de l'Intérieur). Une partie de ses troupes a été formée, depuis 2014, par des conseillers américains, britanniques et canadiens. Surtout, beaucoup d'hommes sont aguerris, c'est-à-dire qu'ils ont une expérience personnelle de la guerre : un rapport de 2021 estime que, depuis 2014, « près de 400 000 hommes ont servi sur le front du Donbass ». Ils sont aujourd'hui au combat et cela fait la différence.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

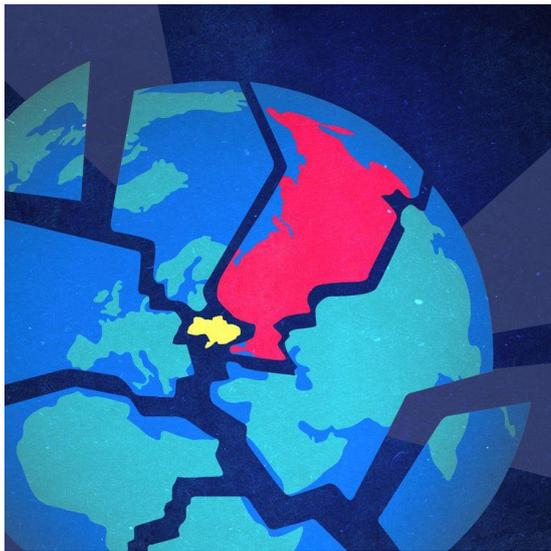
Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Après trois mois de conflit, comment la guerre en Ukraine a-t-elle bouleversé la géopolitique mondiale ?

Article rédigé par Elise Lambert France Télévisions Publié le 24/05/2022 07:00 Mis à jour le 24/05/2022 08:06



En trois mois, l'invasion de l'Ukraine a révélé la fragilité de l'ordre mondial international établi depuis la fin de la Guerre froide. (JESSICA KOMGUEN / FRANCEINFO)

En trois mois, l'invasion de l'Ukraine a révélé la fragilité de l'ordre mondial international établi depuis la fin de la Guerre froide. Si le bloc occidental s'est uni contre la Russie, d'autres pays refusent de choisir un camp.

"Un changement d'époque." Une semaine après le début de l'invasion russe en Ukraine, Emmanuel Macron a mis en garde : *"La démocratie n'est plus considérée comme un régime incontesté. (...) Elle est plus que jamais un système de courage, un combat de chaque instant"*. En visite en Pologne quinze jours plus tard, Joe Biden a partagé la même vision face à des soldats américains. *"On est le seul pays au monde qui représente un idéal (...) : vous êtes là pour défendre la démocratie contre l'autocratie"*, a affirmé le président des Etats-Unis.

Trois mois après le début de la guerre, cette lecture du monde n'est toutefois pas forcément partagée dans les pays du Sud. A l'ONU, plusieurs Etats émergents, dont la Chine, l'Inde, et le Brésil, se sont opposés ou abstenus lors du vote de résolutions condamnant l'offensive russe. Comment comprendre ces positions ? Quelles alliances et fractures géopolitiques la guerre a-t-elle mis au jour ? Franceinfo s'est penché sur ces questions.

L'Union européenne a renforcé sa politique de défense

La guerre en Ukraine est un tournant historique pour le serpent de mer de la construction européenne : la défense. *"Il y a eu une prise de conscience violente, de la part des Européens, que la guerre était de retour sur le continent"*, explique à franceinfo Federico Santopinto, spécialiste de l'intégration européenne. Dès fin février, l'UE débloque 450 millions d'euros de matériel militaire et livre, pour la première fois de son histoire, des armes à un pays tiers. Lors d'un sommet à Versailles en mars, les 27 s'accordent également pour *"augmenter substantiellement leurs dépenses de défense"*.

Lors de l'adoption de la "Boussole stratégique" (un plan destiné à renforcer la politique de sécurité et de défense d'ici 2030, comme l'explique Toute l'Europe), la Russie est pointée comme menace pour la première fois. Une position inédite puisque plusieurs Etats membres avaient une position



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

indulgente vis-à-vis de Moscou jusque-là, relève une note de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

"Ce choc de l'agression russe mobilise des efforts que l'on n'avait jamais vus avant."

Ronja Kempin, chercheuse au sein de la Stiftung Wissenschaft und Politik à franceinfo

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne, la Belgique et le Danemark décident d'augmenter leurs dépenses en matière de défense. Berlin annonce une hausse de ce budget à plus de 2% du PIB, rompant ainsi avec sa tradition pacifiste d'après-guerre. De son côté, la Suède met fin à sa neutralité en acceptant de livrer des armes à l'Ukraine. Une première depuis 1939.

Les Etats-Unis ont réinvesti l'Europe avec l'Otan

Deux ans après qu'Emmanuel Macron a jugé que l'Otan était en état de "mort cérébrale", la guerre en Ukraine a permis un sursaut inattendu de l'Alliance atlantique. Joe Biden écarte tout envoi de troupes sur le front, mais déploie 100 000 soldats américains dans les pays baltes, en Pologne et en Roumanie, pour renforcer le flan oriental de l'organisation. Washington prend également des sanctions économiques inédites contre Moscou et vote une aide de près de 15 milliards de dollars pour l'Ukraine. Fin avril, face à l'intensification des combats, le pays annonce l'envoi d'armes lourdes et offensives à Kiev.

Ce retour en Europe contraste avec les priorités de Joe Biden au début de son mandat : la zone indo-pacifique et la Chine. En septembre 2021, la rupture d'un contrat d'achat de sous-marins français par l'Australie, au profit d'appareils américains, avait d'ailleurs provoqué une vive crise entre Washington et Paris. Mais la l'invasion de l'Ukraine a renforcé leurs relations. "*La guerre rend les Européens plus dépendants des Etats-Unis*", analyse Sylvie Matelly, directrice adjointe de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

"Dans les années qui viennent, les Européens vont augmenter leurs dépenses militaires et énergétiques auprès des Etats-Unis, pour se protéger de la Russie."

Sylvie Matelly, directrice adjointe de l'Iris à franceinfo

Toutefois, pour la chercheuse, "*le jour où Vladimir Poutine ne sera plus au pouvoir, les Américains se concentreront à nouveau sur la Chine et pas sur l'Europe*".

La Chine et l'Inde ne condamnent pas la Russie mais ménagent l'Occident

A ce jour, la Chine n'a jamais condamné l'offensive russe, se refusant même à parler d'intervention. Les médias officiels reprennent la propagande du Kremlin, selon laquelle la guerre en Ukraine serait une réponse à une expansion de l'Otan à l'Est, et Pékin s'oppose aux sanctions économiques contre la Russie. "*Les deux pays partagent l'idéologie d'un nouvel ordre mondial contre les démocraties libérales*", souligne Valérie Niquet, spécialiste de la Chine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Pékin vante son amitié avec la Russie, "*solide comme un roc*", et leur "coopération sans interdit". Derrière ce discours, la Chine garde toutefois une position prudente vis-à-vis de l'Occident. "*A l'ONU, elle a rappelé qu'il fallait respecter la souveraineté nationale et les frontières. Elle ne soutient pas ouvertement l'invasion de l'Ukraine*", reprend Valérie Niquet.

"La Chine a une position d'entre-deux. Elle soutient Moscou sans l'aider massivement."
Valérie Niquet, spécialiste de la Chine à franceinfo

Car Pékin ne veut pas entacher ses relations avec les Américains et les Européens, ses principaux partenaires économiques. La Chine ne souhaite pas non plus "*être soumise à des sanctions*" comme Moscou, note Valérie Niquet.

New Delhi, qui s'est abstenu de condamner la Russie à l'ONU, adopte la même posture d'équilibriste. Selon France 24, environ 85% de l'arsenal actuel de l'Inde provient de la Russie, son premier fournisseur d'armes ainsi que son allié historique et commercial depuis la fin de la Guerre froide. Face à la pression occidentale, le Premier ministre indien Narendra Modi a toutefois appelé le 5 mai à une "*cessation immédiate des hostilités*" en Ukraine.

En Afrique, la priorité est donnée aux intérêts nationaux

Le 2 mars, une vingtaine de pays africains se sont abstenus à l'ONU de voter une résolution appelant à cesser l'invasion russe. Parmi eux : l'Algérie, Madagascar, le Mali, le Soudan, la République centrafricaine, l'Afrique du Sud ou encore le Sénégal. "*Il y a ceux qui considèrent que ces conflits leur sont lointains et qu'il faut (...) ménager la chèvre et le chou dans leurs différentes coopérations*", explique à TV5 Monde Michel Galy, spécialiste de l'Afrique de l'Ouest. C'est par exemple le cas de Madagascar, qui a signé en janvier un accord de coopération militaire avec la Russie.

D'autres, comme le Mali et la Centrafrique, sont "*sous nouvelle influence russe avec l'appel aux mercenaires de Wagner*". "*L'importance que prend Wagner (...) se rapproche d'un retournement d'alliance*", estime Michel Galy. Ces mercenaires russes diffusent le récit selon laquelle la Russie serait un Etat anti-impérialiste, opposé aux anciennes puissances coloniales européennes en Afrique.

"Ces pays refusent de s'aligner sur l'ordre imposé par l'Occident et montrent aux Occidentaux qu'ils ne sont plus les maîtres du monde."

Sylvie Matelly, directrice adjointe de l'Iris à franceinfo

De plus, l'Afrique est largement dépendante des engrais russes et ukrainiens, ainsi que de leur blé. A eux seuls, les deux pays couvrent un tiers de la consommation de cette céréale dans un quart des pays africains, rappelle *The Conversation (lien en anglais)*.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Au Moyen-Orient, un rapprochement prudent avec la Russie

Traditionnellement alliés des Etats-Unis, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis (EAU) se sont prononcés à l'ONU pour l'arrêt de la guerre en Ukraine. Mais ils n'ont pris aucune sanction contre la Russie. Les deux monarchies du Golfe ont refusé d'augmenter leur production de pétrole, malgré les demandes de Washington pour contenir la hausse du prix des hydrocarbures. Et Dubaï a accueilli les oligarques russes en dépit de la volonté des Occidentaux de confisquer leurs avoirs, relève *Le Monde*.

Face au retrait des Américains du Moyen-Orient ces dernières années, Riyad et Abou Dhabi ont trouvé un nouveau soutien à Moscou. Les deux pays arabes reprochent aux Etats-Unis de ne pas avoir été plus fermes face aux attaques des rebelles houthis contre leurs territoires, dans la guerre au Yémen, et de ne pas s'engager à leurs côtés contre l'Iran, souligne une note de la FRS. Riyad n'a pas non plus apprécié que la CIA l'accuse d'être responsable de la mort du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, en 2018.

De son côté, Israël fait profil bas. Allié indéfectible de Washington, l'Etat hébreu a condamné l'offensive russe. Mais, dès le 5 mars, le Premier ministre Naftali Bennett s'est rendu à Moscou pour y rencontrer Vladimir Poutine et se poser en médiateur du conflit. Tel-Aviv a aussi maintenu sa coopération militaire avec la Russie, qui contrôle l'espace aérien syrien, afin de continuer à frapper les forces iraniennes en Syrie.

En Amérique latine, le refus de choisir un camp

Hormis la Bolivie, le Nicaragua, Cuba et le Salvador, qui se sont abstenus, tous les pays d'Amérique latine ont voté la résolution de l'ONU exigeant l'arrêt de la guerre en Ukraine. Les abstentionnistes "*condamnent la guerre mais considèrent qu'une bonne partie la situation est de la responsabilité de l'Occident*", explique à franceinfo Christophe Ventura, spécialiste de l'Amérique latine. Ils estiment, comme le Kremlin, que l'Otan ne devrait pas s'étendre jusqu'aux frontières de la Russie et que cette dernière ne fait que se défendre.

Depuis vingt ans, à la faveur des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), l'Amérique latine s'est rapprochée de Moscou en matière de coopération militaire, technologique et d'échanges agricoles. Durant la pandémie, la Russie a livré de nombreux vaccins Spoutnik V sur ce continent. Ces pays dénoncent aussi le double discours des Occidentaux concernant la défense des droits humains. "*Ils ont en tête l'intervention américaine en Irak, décidée sans l'accord de l'ONU, la guerre en Afghanistan ou la torture à Guantanamo*", étaye Christophe Ventura.

"Ces pays ont suffisamment goûté l'interventionnisme américain depuis la fin du XIXe siècle. Pour eux, les Etats-Unis prennent position en fonction de leurs intérêts et non de principes moraux."

Christophe Ventura, spécialiste de l'Amérique latine à franceinfo



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Pour Christophe Ventura, ce "non-alignement" ne répond toutefois pas à un projet idéologique, comme c'était le cas durant la Guerre froide. "Il montre que chaque Etat se positionne désormais en fonction de ses intérêts conjoncturels ou immédiats, explique le chercheur. Il n'y a pas de voix latino-américaine unie."

Après trois mois de guerre en Ukraine, quels sont les scénarios envisagés pour les semaines à venir?

Victoire de Kiev ou au contraire de Moscou, conflit qui s'installe dans la durée, négociations de paix qui aboutissent... Pour franceinfo, plusieurs spécialistes ont examiné différentes pistes et leurs probabilités.



Article rédigé par Luc Chagnon France Télévisions -
Publié le 24/05/2022 06:59 Mis à jour le 24/05/2022 07:55

Difficile pour l'heure de prédire la manière dont la guerre entre la Russie et l'Ukraine se terminera : victoire de Kiev ou de Moscou, conflit de longue durée, négociations de paix... (ELLEN LOZON / FRANCEINFO)

Avant de lancer son offensive contre l'Ukraine le 24 février, Vladimir Poutine avait un scénario très clair en tête : l'invasion devait être conclue en quelques jours. Aujourd'hui, après trois mois de conflit, difficile de dire avec certitude comment la guerre pourrait se terminer. Quelles trajectoires pourrait prendre le conflit au vu de l'état actuel des forces, des objectifs, des difficultés ? Lesquelles sont les plus probables ? Pour franceinfo, plusieurs spécialistes se sont penchés sur différents scénarios.

L'Ukraine repousse l'offensive avec le soutien occidental et gagne la guerre

C'est le scénario rêvé par les soutiens de Kiev. L'Otan s'est récemment prise à espérer : l'armée ukrainienne a réussi à reprendre le contrôle de Kharkiv, la deuxième ville du pays, au nord-est. Elle a elle-même lancé une contre-offensive en direction d'Izioum, au sud-est de Kharkiv. L'armée russe continue quant à elle de commettre des erreurs tactiques, comme lors de la traversée de la rivière Donets qui s'est soldée par la destruction d'au moins 73 chars d'assaut, selon l'armée ukrainienne citée par AP*. Elle pourrait aussi manquer de forces vives, à mesure que ses soldats arrivent au terme de leur service militaire.

Mais pour l'Ukraine, qu'est-ce qui représenterait vraiment une victoire ? Revenir à la situation d'avant le 24 février suffirait-il ? Apparemment non : "Nous espérons que la Crimée fera partie de l'Ukraine", a déclaré le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, au *Wall Street Journal** le 3 mai.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Pour la ministre de la Défense adjointe ukrainienne, Hanna Maliar, citée par le *Financial Times**, l'objectif est "le nettoyage complet de notre pays et l'établissement de la souveraineté [ukrainienne] à l'intérieur de ses frontières", ce qui inclut la Crimée et les provinces orientales du Donbass, territoires ukrainiens contrôlés respectivement par la Russie et les séparatistes prorusses depuis 2014.

Or, la reprise de ces territoires pourrait être extrêmement difficile d'un point de vue militaire. "Cela fait huit ans que ces territoires sont en conflit, les séparatistes et les soldats russes connaissent le terrain, ils ont eu le temps de renforcer leurs positions", explique à franceinfo Christine Dugoin-Clément, chercheuse associée à la chaire "risques" du laboratoire de recherche IAE de Paris-Sorbonne Business School. Une contre-offensive ukrainienne pourrait donc être très coûteuse en termes de vies humaines comme de matériel – une des raisons pour lesquelles l'Ukraine continue de réclamer un soutien militaire croissant et continu.

La Russie gagne la guerre par "étouffement économique" et militaire de l'Ukraine

De son côté, Moscou continue de progresser dans plusieurs zones, comme autour de Severodonetsk, dans le Donbass. Elle reproduit sur d'autres villes la stratégie de siège suivie avec succès contre Marioupol (bombardements continus et blocage de l'approvisionnement ukrainien), et elle continue de frapper des points stratégiques ukrainiens (stocks de munitions, voies de chemin de fer ou centrales électriques). L'armée russe a aussi retenu les leçons de son échec à Kiev : en se retirant vers son propre territoire, elle évite de trop étirer ses chaînes logistiques, ce qui les rend moins vulnérables.

Le coup de grâce pourrait venir du portefeuille. La Russie mène en parallèle une stratégie d'"étouffement économique" de l'Ukraine, pour Carole Grimaud-Potter, chargée de cours en géopolitique de la Russie à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

"Les centres économiques de l'Ukraine se situent à l'est et sur la côte de la mer Noire, que la Russie contrôle ou bloque, notamment le port d'Odessa."

Carole Grimaud-Potter, chargée de cours en géopolitique de la Russie à l'université Paul-Valéry de Montpellier à franceinfo

Autant d'éléments qui laissent penser que l'Ukraine pourrait finir par céder. Ce scénario pourrait être accéléré par un relâchement du soutien occidental, "déterminant dans la résistance de l'Ukraine" selon Mathieu Boulègue, chercheur associé pour le programme Russie et Eurasie du think tank Chatham House. Les coûts économiques de la guerre pourraient dissuader les Etats-Unis et l'Europe de poursuivre leur soutien financier et militaire. Des premières fissures sont déjà apparues dans l'unité européenne : la Hongrie est opposée à un durcissement des sanctions sur le pétrole russe, par peur de manquer d'énergie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Mais ce scénario présente aussi des failles aux yeux des analystes, qui pointent la résistance des troupes ukrainiennes sur le terrain. *"La Russie n'a pas les moyens de mener des opérations de grande intensité sur le long terme"*, affirme Mathieu Boulègue, qui rappelle que les troupes russes n'ont pas réussi à prendre la ville de Kiev.

La guerre s'installe, sans qu'aucun des deux camps ne l'emporte

De quoi expliquer que la perspective la plus souvent évoquée soit celle d'un conflit qui dure. *"Les lignes pourraient se stabiliser autour des limites territoriales des oblasts de Donetsk et Louhansk"*, estime Mathieu Boulègue. « Ce ne sera pas un 'conflit gelé' : il y aura des mouvements tactiques, des percées et des défenses de chaque côté. Mais la situation pourra se prolonger dix, vingt, trente ans, tant que Moscou n'aura pas obtenu assez de territoire pour le présenter comme une victoire."

Mathieu Boulègue, chercheur associé au think tank Chatham House à franceinfo

Tout le contraire de la guerre éclair qu'espérait Vladimir Poutine le 24 février. Mais le Kremlin est habitué aux guerres prolongées. Carole Grimaud-Potter fait le parallèle avec la guerre d'Afghanistan, de 1979 à 1989 : *"A l'époque, l'URSS avait déjà des objectifs bien trop grands par rapport à son nombre de troupes, elle n'avait pas prévu l'ampleur de la résistance, elle n'avait pas réussi à bloquer le soutien international."* Mais Moscou n'a pas non plus les moyens de tenir éternellement. Les sanctions internationales menacent de dévaster son économie, et le coût de la guerre croît de jour en jour, humainement et économiquement : la Russie a dépensé plus de 300 millions de dollars par jour dans son armée, selon le ministère de la Défense russe cité par le *Moscow Times**.

Des négociations de paix finissent par aboutir

C'est pourquoi l'Ukraine comme la Russie pourraient décider de trouver une porte de sortie par la négociation. Actuellement, les chances sont minces : les pourparlers sont suspendus depuis le 17 mai. Moscou pointe une *"absence totale de volonté"* de la part de Kiev, et l'Ukraine accuse la Russie de rester dans une *"pensée stéréotypée"*. Volodymyr Zelensky continue pourtant d'émettre des signes favorables : *"Il y a des choses que nous ne pourrions atteindre qu'à la table des négociations"*, a déclaré le président ukrainien sur la chaîne ukrainienne ICTV. Mais aux yeux des chercheurs interrogés, tant que la dynamique de la guerre peut être favorable à Kiev, les négociations ont peu de chances d'aboutir : *"L'Ukraine a actuellement la possibilité de regagner du terrain, même si c'est par petites touches, et elle tient à récupérer les territoires occupés"*, explique Christine Dugoin-Clément.

"Un cessez-le-feu pourrait n'être qu'une pause en attendant le moment propice pour relancer une offensive."

Christine Dugoin-Clément, chercheuse associée à la Paris-Sorbonne Business School



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

De son côté, *"Moscou est prisonnier de sa propre rhétorique"*, estime Mathieu Boulègue. *"La Russie avait vendu à sa population une 'guerre de trois jours', une supériorité militaire totale. Elle ne peut pas admettre que ça ne se passe pas bien. Et au fond, son objectif global reste de subjuguier entièrement l'Ukraine."* *"Il y a peu de chances que la Russie rende la Crimée à l'Ukraine"*, ajoute Christine Dugoin-Clément, ce qui est pourtant un des objectifs de Kiev.

Avec des points de vue aussi irréconciliables, *"nous allons probablement traverser une période d'alternance de cessez-le-feu, de négociations qui n'aboutissent pas et de reprise des combats"*, pour Carole Grimaud-Potter. *"Ce que connaît le Donbass depuis 2014 et dont nous n'avons pas réussi à sortir."*

La Russie propage le conflit aux pays voisins

Un conflit qui s'allonge, c'est un risque plus élevé de dérapage. *"Une propagation du conflit à des pays voisins ne peut être exclue"*, a déclaré Emmanuel Macron le 19 mai. Un missile russe qui tomberait sur le territoire de l'Otan, des menaces nucléaires mises à exécution, *"par accident, par lassitude ou par frustration... Il faut imaginer les scénarios les plus larges possibles pour ne pas se retrouver sans réponse devant le fait accompli"*, considère Mathieu Boulègue.

Mais aux yeux des spécialistes, une escalade nucléaire reste peu probable. *"Elle menacerait la stabilité même du régime, qui est l'objectif principal du système de Vladimir Poutine"*, affirme le chercheur. Réagissant à la procédure d'adhésion à l'Otan lancée par la Finlande et la Suède, le ministre des Affaires étrangères russe a simplement déclaré que cela ne ferait *"pas de grande différence"*, selon Reuters*. Une réaction limitée par rapport aux menaces précédentes, qui *"suggère sinon un apaisement, au moins une inflexion du discours russe"*, selon Carole Grimaud-Potter. Pour la chercheuse, *"la population ne comprendrait pas pourquoi il faudrait ouvrir d'autres fronts, et la Russie n'en a pas les moyens."*

Un changement de régime intervient à Moscou

Une population russe qui pourrait se rebeller contre Vladimir Poutine ? *"Cet homme ne peut rester au pouvoir"*, avait déclaré Joe Biden, laissant entendre que ce scénario était envisagé par les alliés de l'Ukraine.

De fait, en Russie, *"le sentiment anti-guerre croît"*, affirme Carole Grimaud-Potter : *"même des bloggeurs plutôt pro-russe ont critiqué l'échec catastrophique de la traversée de la rivière Donets. Entre ça et le poids des sanctions économiques, on peut voir que la société russe est en train de se fissurer."* Récemment, un ancien colonel a même mis en lumière les difficultés de l'offensive à la télévision d'Etat russe, comme le rapporte *L'Express (article payant)*. Mais rares sont ceux qui croient vraiment à un scénario de révolte intérieure. *"Toute tentative de dénoncer la guerre est punie de prison"*, rappelle Carole Grimaud-Potter.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Et peu importent les sanctions : "Le leadership russe ne s'intéresse pas au bien-être de sa population", juge Mathieu Boulègue, pour qui un changement des élites dirigeantes prendra des années. "Tout ce qui viendra après Vladimir Poutine ne sera pas forcément meilleur", souligne-t-il. L'une des nombreuses inconnues d'un conflit à l'issue encore incertaine.

* Ces liens renvoient vers des contenus en anglais

Barochez – Erdogan, cheval de Troie de Poutine

ÉDITO. La Turquie qui bloque l'élargissement de l'Otan en pleine guerre d'Ukraine ne devrait plus avoir sa place dans l'Alliance atlantique.

Par Luc de Barochez - Publié le 24/05/2022 à 07h00 - Modifié le 24/05/2022 à 09h14

Le meilleur agent d'influence de Vladimir Poutine au sein de l'Otan s'appelle Recep Tayyip Erdogan. Le cynisme du président turc ne le cède en rien à celui de son homologue russe. En bloquant, sous des motifs fallacieux, l'élargissement de l'organisation militaire transatlantique à la Finlande et à la Suède, le satrape d'Ankara pulvérise l'unité manifestée par les Occidentaux face à l'agression dont l'Ukraine est victime. Il sape la crédibilité de l'Alliance atlantique, juste au moment où celle-ci apportait la preuve qu'elle était le rempart le plus efficace pour protéger les Européens des visées agressives des autocrates du voisinage.

La Turquie est seule parmi 30 États membres à s'être opposée au lancement de la procédure d'adhésion. Sa démarche n'a rien d'anodin, tant l'élargissement de l'Otan en pleine guerre russo-ukrainienne est un coup politique et stratégique de premier ordre pour l'Occident. Contrairement aux adhésions folkloriques que furent celles de la Macédoine du Nord (2020), du Monténégro (2017) ou de l'Albanie et de la Croatie (2009), celles des deux ex-pays neutres apportent un bénéfice militaire évident. La Finlande possède une armée forte, nombreuse et entraînée, et la Suède une industrie d'armement puissante.

Erdogan n'en est pas à son coup d'essai. En 2017, il a acquis à Moscou, à la consternation des Américains et de leurs alliés, un système de défense aérienne russe S-400 ultramoderne – mais non compatible avec les équipements occidentaux. En 2020, il s'est livré à des provocations à répétition en forant des hydrocarbures dans les espaces maritimes de la Grèce et de Chypre. Cette année, son pays est le seul parmi les Alliés à avoir refusé d'appliquer les sanctions économiques infligées à la Russie après l'invasion du 24 février. Si la Turquie a vendu à l'Ukraine des drones dont l'efficacité au front est redoutable, elle a parallèlement affiché sa neutralité en se posant comme un intermédiaire entre Moscou et Kiev.

Indulgence

Au fur et à mesure qu'il démantèle la démocratie et l'État de droit, l'homme fort de la Turquie dresse son peuple contre des Occidentaux présentés comme islamophobes, prokurdes et antiturcs. Faut-il s'étonner si 58 % des Turcs considèrent aujourd'hui les États-Unis comme « la principale menace contre les intérêts turcs » (sondage German Marshall Fund d'avril 2022) ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Et que 70 % d'entre eux pensent que les Européens « veulent diviser et désintégrer la Turquie » (idem) ? Ou encore que les Turcs ne sont que 34 % à blâmer la Russie pour la guerre en Ukraine, mais 48 % à en faire porter la responsabilité aux États-Unis et à l'Otan (sondage Metropoll de mars 2022) ?

Elle devrait alors en tirer les conséquences en quittant l'Alliance atlantique et en renonçant définitivement à adhérer à l'Union européenne. L'Otan a trop longtemps fait preuve d'indulgence envers un État qui est membre depuis soixante-dix ans mais qui, contrairement à la Finlande et à la Suède, serait bien en peine aujourd'hui de satisfaire aux conditions d'adhésion, parmi lesquelles : être démocratique ; ne pas discriminer les minorités ; s'engager à résoudre pacifiquement les conflits.

À un an d'élections qui s'annoncent mal pour son parti et pour lui-même sur fond d'inflation galopante et de marasme économique, Erdogan espère que sa posture de défi à l'Occident lui sauvera la mise. Les États-Unis et leurs alliés doivent rejeter son chantage. La livraison d'opposants, qu'il réclame à la Suède, est exclue tant qu'aucun procès équitable ne peut leur être garanti en Turquie. La condamnation à perpétuité de l'éditeur et philanthrope Osman Kavala, le mois dernier, au terme d'une parodie de justice, prouve s'il en était encore besoin que les tribunaux turcs ne jouissent plus d'aucune indépendance. Les Occidentaux se sont mordu les doigts d'avoir sous-estimé l'ambition néoimpériale de Vladimir Poutine ; il serait navrant de commettre la même erreur avec Recep Tayyip Erdogan.

« Les Russes savent qu'ils ont commis une erreur colossale »

ENTRETIEN. L'ancien Premier ministre finlandais Alexander Stubb analyse les raisons du rapprochement de son pays avec l'Otan, après l'invasion de l'Ukraine.



Alexander Stubb a été Premier ministre de la Finlande entre le 24 juin 2014 et le 29 mai 2015.

© FREDERICK FLORIN / AFP

Par [Marc Nexon](#) - Publié le 10/05/2022 à 15h30

C'est une rupture historique. Fidèle depuis 80 ans à sa doctrine de non-alignement, la Finlande devrait déposer sa candidature pour rejoindre l'Otan. La guerre en Ukraine convainc ce pays de 5,5 millions d'habitants d'abandonner sa neutralité négociée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec l'URSS. Si la Finlande franchit le pas, l'Alliance militaire devrait donner son feu vert à l'intégration d'un 31^e pays membre lors de son sommet à Madrid fin juin. La Suède pourrait également emboîter le pas à son voisin.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Pour la Russie, il s'agirait d'un scénario catastrophe. Elle verrait l'Otan se rapprocher avec 1 340 kilomètres de frontière commune supplémentaires, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. Elle aurait également face à elle une armée nombreuse bien entraînée.

L'ancien Premier ministre finlandais Alexander Stubb, 54 ans, détaille les raisons pour lesquelles son pays n'a pas d'autre choix que d'adhérer à l'Otan.

Le Point : Comment expliquer ce retournement de l'opinion finlandaise en faveur d'une intégration à l'Otan ?

Alexander Stubb : L'état de l'opinion ne fait que refléter l'évolution de la situation en Ukraine. L'adhésion à l'Otan est devenue une évidence le 24 février, date de l'invasion russe. Depuis, les sondages indiquent un soutien croissant. Nous approchons des 80 % d'opinions favorables. Il y a une peur depuis l'attaque russe, mais elle est rationnelle. C'est elle qui motive cette décision.

Les Finlandais ont toujours été très réactifs aux changements historiques. En 1917, nous avons profité de la révolution russe pour proclamer notre indépendance. En 1944, nous avons négocié la paix et notre neutralité à notre façon, et en 1995, l'effondrement de l'URSS nous a encouragés à rejoindre l'Union européenne. Cette fois encore, c'est la réalité du terrain qui nous pousse.

Que faut-il penser des mesures de représailles que la Russie promet d'adopter en cas d'adhésion de votre part ?

Soyons prudents s'agissant des menaces russes à notre sujet, il y a beaucoup de désinformation. Après notre demande d'intégration et avant l'intégration officielle, il est vrai que nous allons entrer dans une « zone grise ». Mais nous aurons des garanties de sécurité apportées par les États-Unis et d'autres pays. Les cyberattaques se multiplieront comme celles qui ont eu lieu contre notre Parlement lors de l'allocution du président ukrainien Volodymyr Zelensky, mais cela fait partie des tentatives d'intimidation des Russes. L'idée que les tanks russes se rapprochent de nos frontières ne repose sur rien. Les Russes ne sont pas stupides. Ils savent qu'ils ont commis une erreur colossale en attaquant l'Ukraine et qu'ils ne pourront pas nous empêcher d'adhérer. Il est trop tard. Ils savent aussi que notre armée est forte.

En rejoignant l'Otan, n'allez-vous pas vous exposer davantage face aux Russes sur vos 1 340 kilomètres de frontière commune ?

D'abord, je rappelle que notre budget consacré à la défense avoisine déjà 2 % du PIB. Ensuite, nous sommes interopératoires avec les armées de l'Otan à 99 %, bien plus que d'autres États membres actuels. Nous disposons de 900 000 réservistes et pouvons mobiliser 280 000 hommes en quelques jours. Nous possédons 60 avions de chasse F18 et nous venons d'acheter 64 appareils F35. Notre valeur ajoutée dans la surveillance et la défense de la mer Baltique est incontestable. L'Otan sait ce que nous lui apportons. Nous faisons partie des rares pays qui n'ont jamais baissé la garde depuis la fin de la guerre froide.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Iriez-vous jusqu'à accueillir des armes nucléaires sur votre sol ?

Je pense qu'il ne faut rien restreindre. Nous n'abriterons probablement pas d'armes nucléaires en temps de paix, mais notre traité d'adhésion doit pouvoir comporter toutes les options.

Concernant votre adhésion, peut-on s'attendre à un veto de la Hongrie, également membre de l'Otan mais proche de la Russie ?

Je ne le crois pas. À l'ONU, par exemple, la Hongrie vote toujours aux côtés des Occidentaux. Et puis l'Otan est surtout gérée par Washington. La Hongrie ne peut pas se permettre de se couper des États-Unis. Enfin, sachez que la langue hongroise est assez proche du finnois, ça crée des liens...

La Suède vous suivra-t-elle ?

L'idéal, bien sûr, serait que la Suède adhère en même temps. Le bloc nordique serait considérablement renforcé, car l'armée suédoise est très expérimentée sur mer et dans les airs. C'est la Suède qui jouait les leaders au moment d'intégrer l'Union européenne. Cette fois, c'est nous qui essayons de l'entraîner dans l'Otan.

Guerre en Ukraine : les renseignements de Washington ont permis à Kiev de cibler des généraux russes

Par Le Figaro avec AFP

Cette information a été révélée par le *New York Times*, mais le Conseil de sécurité nationale américain (NSC) a jugé «irresponsable» l'affirmation selon laquelle les États-Unis aidaient l'Ukraine à tuer des généraux russes.

Les renseignements fournis par les États-Unis à l'armée ukrainienne ont permis de cibler plusieurs généraux russes près du front, a affirmé ce mercredi le *New York Times*, citant des sources anonymes au sein des services américains. Citant plusieurs hauts responsables américains, le journal a déclaré que sur la douzaine de généraux russes tués par les forces ukrainiennes, «*beaucoup*» avaient été ciblés avec l'aide des services de renseignement américains.

Le Conseil de sécurité nationale américain (NSC) a qualifié d'«*irresponsable*» l'affirmation selon laquelle les États-Unis aidaient l'Ukraine à tuer des généraux russes. «*Les États-Unis fournissent des renseignements sur le champ de bataille pour aider les Ukrainiens à défendre leur pays*», a déclaré à l'AFP Adrienne Watson, porte-parole du NSC, dans un mail. «*Nous ne fournissons pas de renseignements dans l'intention de tuer des généraux russes*», a-t-elle souligné. Les efforts de renseignement de Washington pour aider l'Ukraine au plus près, dans les combats, se sont notamment «*concentrés sur la détermination de la localisation et d'autres détails sur les quartiers généraux mobiles de l'armée russe, qui se déplacent régulièrement*», écrit le *New York Times*.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Lundi, le Pentagone avait officiellement indiqué que le chef d'état-major russe, Valéri Guerassimov, s'est rendu pendant «*plusieurs jours*» la semaine dernière sur le front dans la région du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, suggérant ainsi que les plus hauts responsables militaires russes se rapprochaient des combats.

Guerassimov blessé

Mais le Pentagone n'avait pas confirmé les rumeurs de blessures concernant Valéri Guerassimov. Un conseiller du ministre ukrainien de l'Intérieur avait affirmé dimanche que de nombreux officiers russes avaient été touchés dans une «*explosion*» à Izioum, dans l'est de l'Ukraine, ajoutant que le chef d'état-major russe était sur place. Un autre responsable ukrainien a cependant affirmé qu'il n'avait pas été blessé.

Les Ukrainiens ont revendiqué à plusieurs reprises avoir tué des généraux russes sur le terrain, depuis le début de l'invasion de l'Ukraine le 24 février. Début mars, la municipalité de la ville de Novorosiisk, dans le sud de la Russie, avait par exemple confirmé que le général Andreï Soukhovetski, commandant adjoint de la 41e armée, était mort «*en héros*» en Ukraine.

L'assistance américaine à l'Ukraine en termes de renseignement, dont Washington ne fait pas étalage, s'ajoute à des milliards de dollars d'équipement militaire livrés - de manière plus transparente - à l'armée de Kiev dont des armes anti-char, des munitions et, plus récemment, des pièces d'artillerie lourde, des hélicoptères et des drones. «*Nous voulons voir la Russie affaiblie à un degré tel qu'elle ne puisse pas faire le même genre de choses que l'invasion de l'Ukraine*» avait déclaré lundi 25 avril le chef du Pentagone Lloyd Austin

Armement, logistique, cyberdéfense... Ce que la guerre en Ukraine nous apprend sur l'armée française

La France est préparée pour des conflits asymétriques, mais pas pour une guerre inter-étatique comme celle qui oppose la Russie à l'Ukraine. Des experts analysent ce que le conflit révèle de nos armées et des défis qui les attendent.

Article rédigé par Miren Garaicoechea - franceinfo Publié le 24/05/2022 France Télévisions



Un véhicule de l'avant blindé (VAB) français en attente de chargement avant son départ de la base de Gao (Mali), le 5 décembre 2021. (THOMAS COEX / AFP)



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

A 1 300 km de l'Hexagone, les combats font rage. L'attaque russe contre l'Ukraine, lancée en février, a provoqué un électrochoc au sein de l'Otan. Depuis trois mois, les alliés occidentaux de Volodymyr Zelensky, dont la France, fournissent armes et équipements en nombre à Kiev. Aucun n'envoie cependant de troupes sur le terrain, de peur que le conflit ne devienne frontal avec Vladimir Poutine.

Si la France entrait directement dans une guerre "à haute intensité", elle pourrait compter sur le soutien de ses alliés militaires et, en dernier recours, sur la dissuasion nucléaire. Sans être "la plus probable", cette hypothèse extrême "ne peut plus être exclue", prévenait un rapport de l'Assemblée nationale sur la préparation à la haute intensité publié une semaine avant l'invasion russe d'Ukraine. La France doit se préparer à tous les scénarios. C'est ce que s'accordent à dire les experts interrogés par franceinfo. Ces spécialistes de la défense ont décortiqué ce que le conflit en Ukraine nous apprend de nos armées.

Une "masse" insuffisante en cas de conflit à haute intensité

Chars, blindés, hélicoptères... La guerre en Ukraine engloutit les équipements lourds par centaines. Moscou a perdu à ce jour plus de 670 tanks, une quarantaine d'hélicoptères et près de 120 avions, selon le blog spécialisé Oryx (*en anglais*) recense les véhicules russes détruits, abandonnés ou capturés par les forces ukrainiennes.

La France est loin de disposer d'autant de matériel, selon un rapport de l'Institut français des relations internationales (Ifri) consacré à la "masse dans les armées françaises". Entre 1991 et 2021, le nombre de chars a été divisé par 6 (222 chars contre 1 349 il y a 20 ans), les avions de combat par 2,7 (254 contre 686). Les effectifs militaires sont en outre deux fois moins nombreux (203 000 contre 453 000), les réservistes, dix fois moins nombreux (41 000 contre 420 000).

Le rapport parlementaire publié en février pointe aussi un potentiel problème de stock de certaines munitions, dont la durée de vie est de dix ans. Pour reconstituer un stock de missiles, par exemple, il faudrait parfois compter jusqu'à trois ans entre la commande et la livraison.

Une production de temps de paix, difficile à accélérer

"La France produit aujourd'hui en cadence de paix, garantie par l'arme nucléaire", note Léo Péria-Peigné, chercheur à l'Ifri, spécialiste de l'armement. En cas de guerre à haute intensité, ni les stocks ni les cadences de production ne seraient suffisants. A titre d'exemple, "les 150 avions Rafale risqueraient de disparaître en une à deux semaines" s'ils étaient engagés dans un tel conflit.

Si la France devait produire en masse face à une attaque, plusieurs mois ou années seraient nécessaires, selon les modèles. "Dassault dépend de plus de 200 sous-traitants, dont certains ne produisent que certaines pièces, qu'ils sont les seuls à produire", illustre Léo Péria-Peigné. Sans compter les armes coproduites avec d'autres pays européens, comme l'hélicoptère EC665 Tigre, ou celles que le pays ne produit plus, comme les armes d'infanterie, achetées l'étranger.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

De quoi rappeler au passage que l'argent demeure aussi le nerf de la guerre. Le budget 2022 de la défense française, hors pensions, s'élève à 40,9 milliards d'euros, selon le ministère de la Défense, en hausse de 8,5 milliards depuis 2017. La loi de programmation militaire promulguée en 2018 par Emmanuel Macron fixait l'objectif de porter le budget de la défense à 2% du PIB d'ici à 2025. Une cible dépassée dès 2020, selon la Banque mondiale, mais qui reste bien inférieure aux dépenses de la Russie, qui a consacré 4,3% de son produit brut intérieur à sa défense en 2020, de l'Ukraine (4,1%) et des Etats-Unis (3,7%). *"Pour renforcer les capacités d'armement de la France, recruter et fidéliser nos troupes, il faut plus de budget"*, défend Patricia Mirallès, députée LREM de l'Hérault et corapporteuse de la mission dédiée à l'Assemblée nationale. *"Le meilleur moyen d'éviter la guerre, c'est de s'y préparer, déclare l'élue. Même si nous ne partions pas en guerre seuls."*

Une armée façonnée par et pour les conflits asymétriques

Si les armées françaises apparaissent sous-équipées pour un conflit entre Etats, c'est parce que la situation géopolitique a beaucoup évolué depuis le début des années 1990. *"Avant la chute de l'empire soviétique, pendant la guerre froide, la France se préparait encore à l'éventualité d'un combat inter-étatique à haute intensité, symétrique"*, rappelle Edouard Jolly, chercheur en théorie des conflits armés et philosophie de la guerre à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (Irsem).

Dans les années 1990, le service militaire n'est plus obligatoire, les budgets des armées baissent. *"Depuis, la France a participé à des opérations extérieures, asymétriques. Barkhane au Sahel, Sangaris en République centrafricaine, Pamir en Afghanistan... Ces conflits armés menés contre des insurrections ont façonné notre outil militaire."* Ces opérations nécessitaient moins de moyens lourds qu'un conflit entre Etats. Elles ont aussi permis à la France de muscler ses capacités logistiques.

Chars abandonnés faute d'essence, rations périmées... Dès le début du conflit, les indices d'une certaine désorganisation de l'armée russe ont frappé la communauté internationale. Ces erreurs ont surtout laissé à l'Ukraine l'opportunité de résister face à une armée supérieure en nombre. *"Les convois logistiques sont particulièrement vulnérables quand les conflits concernent des distances longues"*, explique Angélique Palle, chercheuse à l'Irsem, spécialiste en énergie et environnement. Elle rappelle qu'en Irak, *"les Etats-Unis ont perdu près de 3 000 personnels sur des convois logistiques"*. La France est *"plutôt bonne sur les questions d'approvisionnement logistique, la mission au Sahel a beaucoup entraîné l'armée"*, note toutefois la chercheuse.

Une cyberdéfense bien rodée

Terre, air, mer, la guerre en Ukraine est partout. Moins visible, elle est aussi présente sur les réseaux. *"Avant même 2014, des armes cyber étaient utilisées par la Russie pour attaquer des banques, des médias, des infrastructures, pour s'ingérer dans les élections"*, analyse Arthur Laudrain, doctorant à l'Université d'Oxford, expert en cybersécurité.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

"Depuis le début du conflit, ces attaques cyber ont des conséquences majeures sur la population et sa capacité à s'informer, accéder aux services de l'Etat et même s'éclairer."

Au total, une trentaine de campagnes de cyberattaques russes ont été documentées par le CyberPeace Institute, interrogé par la cellule investigation de Radio France. Au tout premier jour du conflit, jeudi 24 février, le réseau satellitaire américain ViaSat, très utilisé par l'armée ukrainienne, a été attaqué. Les répercussions ont dépassé les frontières ukrainiennes, puisque 9 000 personnes se sont retrouvées sans accès à internet en France.

La France est consciente du risque depuis les tentatives d'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2017, et se prépare. Ses équipes ont d'ailleurs décroché la première place en 2019 à l'exercice international de cyberdéfense Locked Shields, qui rassemble 30 nations. Parmi les atouts tricolores, des incitations pour que les startups restent sur le territoire *"depuis 5-6 ans"* et *"un niveau de coopération public-privé bien rodé, ce qui n'est pas le cas partout"*, estime Arthur Laudrain. *"Beaucoup d'entreprises pouvant être visées dans un scénario de conflit cyber maintiennent des relations privilégiées avec l'Etat, comme EDF, GDF, la SNCF..."*

Des réflexions amorcées pour le long terme

La guerre passe aussi par la maîtrise de l'information. Vladimir Poutine a beau censurer la presse et resserrer la propagande sur son territoire, *"les Ukrainiens ont réussi à imposer leur narratif face aux Russes, qui étaient un peu les maîtres en la matière"*, note le général Thierry Burkhard auprès de l'AFP. Le chercheur Samuel Longuet confirme : *"Au début de l'invasion, on s'attendait à ce que les trolls pro-russes noient les réseaux sociaux sous le narratif du Kremlin."* Pourtant, avec sa communication tout-terrain et ses interventions devant de nombreux parlements, Volodymyr Zelenski a su occuper l'espace médiatique.

En France, *"la réflexion sur la guerre informationnelle a déjà été amorcée"*, rappelle Samuel Longuet. Fin avril, l'armée française a déclassifié une vidéo de drone pour contrer une tentative de manipulation de mercenaires russes du groupe Wagner au Mali.

Dans cette guerre de l'information face à Moscou, l'Ukraine utilise massivement ses drones, qui captent des images des combats. Ils lui servent aussi à affronter une grande puissance aérienne, en repérant le jour des cibles à attaquer la nuit. Ou encore en bombardant *"des batteries anti-aériennes russes et des convois de carburant"*, explique Samuel Longuet, chercheur post-doctoral en relations internationales à l'Université libre de Bruxelles. Dans une note publiée en avril, le Centre d'études stratégiques aérospatiales (Cesa) observe de près ces multiples usages des drones, dont la France pourrait s'inspirer.

Bientôt, les questions énergétiques qui agitent le monde vont aussi se poser à l'armée. Un char Leclerc consomme environ 300 litres aux 100 km, sous de hautes températures. *"Or, les ressources en énergies fossiles se raréfient"*, rappelle Angélique Palle. Les armées feront donc face à de nouveaux arbitrages : diversifier les énergies, mais être les premiers à utiliser seulement des



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

énergies renouvelables pourrait revenir à céder un avantage opérationnel aux opposants. *"Un char qui tournerait à l'énergie solaire sera forcément moins puissant, moins rapide et moins blindé qu'un char tournant au pétrole."*

«Après l'Ukraine: risques et fautes possibles». La chronique géopolitique de Frédéric Charillon

Par Frédéric Charillon - 17 mai 2022 à 10h55

Les risques de la période qui s'ouvre perdureront après le conflit lui-même : ils se situent aussi bien du côté occidental que du côté russe, et même dans les pays du Sud

La guerre ukrainienne se poursuit, avec ses tendances confirmées aussi bien que ses incertitudes croissantes. Les tendances d'abord : l'appareil militaire et la stratégie russes souffrent de lacunes importantes, qui ont privé Moscou d'une victoire aussi rapide qu'on aurait pu l'anticiper au vu du rapport de force sur le papier ; la résistance farouche de l'armée et de la société ukrainiennes, entretenue par un président habile, a conforté une identité nationale que la Russie avait sous-estimée, et rappelé le rôle central des peuples et de leur mobilisation dans les relations internationales contemporaines ; l'Otan et l'UE restent déterminées à s'opposer aux desseins du Kremlin, tirant profit de la crainte générée par l'agression russe, au point pour l'Otan de pouvoir s'étendre encore, notamment avec la double candidature finlandaise et suédoise.

Mais une incertitude lourde, aussi : l'Occident apparaît isolé, convainc difficilement le Sud de la justesse de son combat, et s'interroge sur sa marge de manœuvre dans une cobelligérance qui s'installe, et à laquelle Vladimir Poutine peut encore répondre par l'escalade.

Autant dire que le conflit va durer, comportera des épisodes nouveaux et des virages dangereux, qu'il faudra négocier avec d'innombrables précautions. Les risques de la période qui s'ouvre perdureront après le conflit lui-même : ils se situent aussi bien du côté occidental que du côté russe, et même dans les pays du Sud.

Risques occidentaux: entre arrogance et démobilisation

En rappelant le 9 mai à Strasbourg qu'un dialogue sur la sécurité européenne nécessiterait, après la guerre, de ne « jamais céder à la tentation ni de l'humiliation, ni de l'esprit de revanche », Emmanuel Macron a pointé de vieux démons occidentaux. Anticipant sur une défaite russe (pour l'heure hypothétique), le chef de l'Etat n'oublie pas que la gestion de l'après Première Guerre mondiale a conduit à la Seconde, ni que les lendemains de la Guerre froide ont nourri le ressentiment russe.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

Si le Kremlin s'en sort à bon compte, pourra-t-on encore dialoguer avec lui, ou bien assistera-t-on à la montée en puissance d'une nouvelle Internationale des autoritarismes, orchestrée par Moscou et Pékin, unis pour proposer une lecture post-occidentale et soutenir des révisionnismes multiples?

On devine le dilemme : d'un côté, l'obligation de ne pas faiblir face à une invasion inacceptable ; de l'autre, la nécessité de ne pas pousser Moscou à la crispation fatale. La ligne du président français est en cohérence avec son rejet d'une adhésion rapide de l'Ukraine dans l'UE. Mais quid de l'élargissement de l'Otan à Helsinki et Stockholm ? Profiter de l'enlisement russe en poussant l'avantage otanien serait-il, dans le contexte actuel, une sage précaution ou une imprudence majeure ? Préparer l'après-défaite russe est-il visionnaire, comme jadis les Alliés, dès 1941, préparèrent la Charte de l'Atlantique pour une paix à venir ? Ou cela répète-t-il l'arrogance des années 1990, qui avaient décrété l'avènement d'un « moment unipolaire » (Charles Krauthammer dans *Foreign affairs*, vol. 70, n° 1, 1990/1991) ?

Un tout autre risque guette les Alliés : celui d'un lâche soulagement en cas de négociations avec le Kremlin. Que faire si Moscou, après avoir brandi diverses menaces, propose d'arrêter les frais à condition de garder un morceau substantiel de territoire ukrainien ? Se trouvera-t-il des Européens pour dire oui, désespérant ainsi les Ukrainiens et sans doute quelques autres, au nom de la « paix » ou de l'approvisionnement énergétique, mais en donnant une prime dangereuse au fait accompli ?

Risques russes: entre désoccidentalisation, effondrement et fuite en avant

L'autre incertitude vient de l'attitude russe elle-même, soit en cas de sortie honorable, soit en cas d'humiliation. Dans le premier cas – si le Kremlin s'en sort à bon compte – pourra-t-on encore dialoguer avec lui, ou bien assistera-t-on à la montée en puissance d'une nouvelle Internationale des autoritarismes, orchestrée par Moscou et Pékin, unis pour proposer une lecture post-occidentale et soutenir des révisionnismes multiples ?

Il sera alors question, inévitablement, de Taïwan ou de la Mer de Chine du Sud, mais aussi de traités anciens à revoir (comme celui de Lausanne pour la Turquie), de réparations post-coloniales ou d'ajustements territoriaux, y compris en Europe (entre la Serbie et le Kosovo, notamment). Russie et Chine, qui pourraient se trouver plus liées que jamais après cette guerre, seront aussi confortées dans un rôle proactif, dans une dynamique de « dégagisme » des normes, concepts et cadres étiquetés occidentaux, et dans une nouvelle diplomatie Sud-Sud appuyée par des stratégies d'influence difficiles à contrer.

En cas de spirale défaitiste pour Moscou en Ukraine, deux autres scénarios sont à craindre. Celui d'un effondrement économique accompagné d'un durcissement répressif, peut-être d'une mobilisation générale, dont nul ne connaît l'issue. Ou bien, si la sortie est moins amère tout en restant défavorable, le spectre de l'ultranationalisme peut gagner encore en puissance avec, après Poutine, un autre que lui, moins cérébral et rationnel. Dans tous les cas de figure, la Russie sera un baril de poudre à nos portes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

Risques au Sud: entre éloignement et fragmentation des conflits

Que feront les pays du Sud face à ces scénarios ? D'abord, selon un double processus, l'isolement de la Russie peut lui valoir la solidarité de l'ancien « Tiers-Monde », tandis que la Chine, qui bénéficie toujours de moyens colossaux, en profiterait pour s'imposer comme alternative au modèle libéral démocratique. On a vu, avec les déclarations du candidat Lula au Brésil (Zelensky, « aussi responsable que Poutine », Biden qui « stimule » le conflit...), que la fibre « anti-impérialiste » n'était pas morte. Les investissements chinois pour de « nouvelles routes de la soie », sans exigence démocratique aucune, seront accueillis mieux encore, débarrassées des critiques récentes sur le piège de la dette.

Par ailleurs, la crainte de voir plusieurs puissances moyennes ou petites du Sud régler leurs comptes elles-mêmes, en reprenant la rhétorique russe des justifications historiques, n'est pas infondée. Au nom, là encore, d'un nouvel ordre postoccidental, tout sera permis et l'Amérique ne pourra pas faire la police partout. Du Sahara occidental au Cachemire, des Grands Lacs africains au Proche-Orient, même des Balkans à Chypre, de désagréables surprises pourraient surgir.

L'Ukraine a fait basculer le monde dans l'inconnu, et cet inconnu va bien au-delà de l'issue de l'affrontement militaire lui-même. A charge pour les démocraties de s'y préparer, en rendant leurs exercices de prospective un peu plus concrets, et un peu moins confortables.

Mali : comment le départ de l'armée française affecte l'ouest du pays

Par Pascal Airault - 04 mai 2022 à 6h00

La France et ses alliés européens, qui sont en train de quitter leurs bases au Mali, devraient poursuivre la lutte contre l'Etat islamique depuis le Niger



Des soldats français de l'opération Barkhane au Mali, en 2021. Sipa Press

Les faits -

Lundi soir, les autorités de transition au Mali ont annoncé la rupture des accords de défense avec la France et les autres partenaires européens.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42

Une décision qui alourdit un peu plus une relation bilatérale délétère entre Paris et Bamako, à l'heure où les forces françaises finalisent leur départ des dernières bases du Mali. Dans les prochaines semaines, la force Barkhane devrait quitter Menaka puis enfin Gao.

La fermeture de la base de Menaka, après celles de Tessalit, Tombouctou et Gossi, n'est qu'une affaire de semaines. C'est la concrétisation des instructions d'Emmanuel Macron, qui annonçait en février le retrait définitif des forces françaises du Mali dans les six mois. Depuis, les autorités de transition maliennes demandent régulièrement une accélération du calendrier. Comme, encore, lundi soir.

C'est une probable réponse à la dernière divulgation, par la France, d'images confidentielles montrant l'enterrement de cadavres près de la base de Gossi, dont les clés ont récemment été remises à l'armée malienne. Paris accuse les mercenaires de Wagner d'avoir voulu monter un charnier pour faire porter le chapeau à ses soldats. De son côté, Bamako reproche à la France de faire voler ses drones sans autorisation préalable. Dans son bras de fer avec Paris, la junte est soutenue par la population bamakoise et une partie de ses élites. Mais, à l'intérieur du pays, le départ des soldats de l'hexagone inquiète les populations du Nord et de l'Est du pays.

« La junte militaire malienne a justifié sa prise de pouvoir en affirmant qu'elle était la seule à pouvoir assurer la sécurité, renforcer la justice et ramener le pays à la démocratie, explique une note récente du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (Cesa). Mais le bilan de la junte montre qu'elle fait reculer le Mali sur chacun de ces objectifs et qu'elle le dirige vers un régime militaire bien établi. Depuis sa prise de pouvoir en août 2020, la violence s'est étendue et intensifiée. » Selon le Cesa, les événements violents ont progressé de 70 % depuis la mise en place du régime militaire. Au premier semestre 2022, le bilan est lourd avec 920 civils tués.

Déplacement des populations. Dans la région de Menaka, la communauté daoussak déplore la détérioration de la situation sécuritaire au moment où les forces spéciales européennes Takouba et les éléments français doivent plier bagage. Seuls les Forces armées maliennes (Fama) et les casques bleus de la Minusma devraient maintenir leur présence alors que l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) multiplie les attaques depuis le mois de mars.

Dernièrement, plusieurs membres du Conseil National de transition (CNT, parlement provisoire) ont interpellé le chef du gouvernement, Choguel Kokalla Maïga. « Aujourd'hui, des villes comme Anderamboukane et Indelimane sont abandonnées et d'autres comme Tessit, Ansongo, Labbezenga ne tiennent qu'à un fil face à la montée en puissance de l'Etat islamique », déplore Moussa Ag Acharatoumane, Secrétaire général du Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA). Membre du parlement malien, ce leader touareg a néanmoins remercié les autorités pour l'appui aérien de l'armée malienne dans le combat contre Daech.

Selon la communauté daoussak, les combattants de l'EIGS ont massacré 350 civils dans la région, entraînant un déplacement massif des populations vers les cercles de Menaka, Inékar et Tidermene. Ces déplacés ont besoin d'une aide alimentaire. « Il y a des milliers de combattants de l'EIGS qui



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 43

opèrent entre Menaka et l'ouest du Niger. La plupart des cadres des katibas sont aujourd'hui nigériens. Ce groupe compte des milliers de combattants qui se fondent dans la population, vivant dans les villages et les campements. » La plupart des membres de l'EIGS sont des peuls, des djermas et enfin des haoussas, en minorité.

Forces spéciales. Ces combattants font peser une sérieuse menace sur le Mali et le Niger. Les autorités nigériennes ont lancé des discussions locales avec les communautés pour éviter la propagation de l'EIGS. Les prochains mois devaient se traduire par une recrudescence des combats contre le groupe djihadiste. Au Mali, le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA) et le Groupe d'autodéfense touareg imghad et alliés (GATIA), engagés aux côtés de l'armée malienne, demandent des moyens logistiques (armement, munitions, carburant) pour combattre. Du côté nigérien, les forces de défense devraient recevoir le renfort d'éléments français et d'autres pays européens.

Bien que contestée par des ONG locales, cette arrivée de renforts a été entérinée par le parlement du Niger. Selon les indiscretions sorties dans la presse, de nouvelles implantations de forces spéciales étrangères devraient être mises en place au plus près des théâtres d'opérations, à proximité de la frontière du Mali. En visite à Niamey à la fin mars, le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées françaises, a longuement discuté avec son homologue nigérien, le général Salifou Modi, des modalités d'adaptation du dispositif français et européen. Les autorités du Niger sont les plus enclines de la région à assumer leur partenariat militaire avec la France et les Etats-Unis.

« Le futur dispositif français au Sahel ne tient qu'à un fil, celui de l'excellente coopération avec le Niger, confie un analyste des évolutions militaires dans la région. Si le président Bazoum venait à sauter, je ne donnerai pas cher de la poursuite de la coopération militaire française au Sahel. Paris doit miser sur le renouvellement générationnel dans la région et revoir son dispositif afin de l'adapter à de nouveaux leaders ayant une autre manière de gérer leur état et de concevoir le rapport avec la France. »

Von der Leyen fustige le «pacte inquiétant» entre la Chine et la Russie

Par l'Opinion - 12 mai 2022 à 12h45

Signe des temps, Bruxelles « souhaite jouer un rôle plus actif dans l'Indo-Pacifique », selon la présidente de la Commission européenne. Comme si le prochain défi s'annonçait déjà.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Jacques Witt/SIPA

Bruxelles maintient la pression diplomatique sur Moscou, tout en gardant un œil sur Pékin. La Russie « est aujourd'hui la menace la plus directe pour l'ordre mondial avec la guerre barbare contre l'Ukraine, et son pacte inquiétant avec la Chine », a indiqué la présidente de la Commission européenne, jeudi 12 mai, depuis Tokyo, rapporte

Le Monde.

Ursula von der Leyen est en visite sur l'archipel nippon pour un cycle annuel de discussions Japon-Union européenne, épaulée par le président du Conseil européen, Charles Michel. Est-ce la peur de voir émerger un monde multipolaire instable, moins dirigé par l'Occident qui pousse la présidente de la Commission européenne à sonner le tocsin ?

Carrefour stratégique. D'aucuns redoutent les visées expansionnistes de la Chine sur Taïwan. Pékin scrute de près l'invasion russe en Ukraine, pour en tirer des leçons. « L'invasion de l'Ukraine par la Russie ne concerne pas seulement l'Europe, mais elle ébranle le cœur de l'ordre international, y compris l'Asie. Cela ne doit pas être toléré », a appuyé le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, lors de la visite des deux responsables européens.

Tokyo redoute la montée des tensions en Asie. « L'Union européenne souhaite jouer un rôle plus actif dans l'Indo-Pacifique. Nous souhaitons prendre plus de responsabilités dans une région si cruciale pour notre prospérité », a précisé Ursula von der Leyen, comme pour souligner le rôle géopolitique que souhaite avoir Bruxelles, par-delà les mers. De fait, une importante partie du commerce mondial passe notamment par le détroit de Malacca, ce qui en fait un carrefour stratégique. La pandémie de Covid a notamment mis en exergue l'importance des chaînes de valeur mondiales pour la bonne santé économique des pays occidentaux. Au-delà des mots, il faudra des actes. Pour l'heure, seule la France dispose d'une présence de premier plan dans le Pacifique et dans l'océan Indien.

Sortie de l'OTAN et indépendance stratégique : mythe ou réalité ? jeudi 12 mai à 14:38

On ne compte plus en France les dénonciations de l'OTAN, de l'aliénation aux Américains jusqu'à la « mort cérébrale » de l'organisation. L'Alliance atlantique serait ainsi inadaptée aux ambitions françaises et cause de l'inertie de la défense européenne. Loin d'une lecture partisane, cet article entend s'intéresser aux conséquences concrètes d'une sortie de l'OTAN pour éclairer l'impact d'une telle mesure au regard de l'indépendance stratégique française.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 45

Si la question se pose pour la France actuelle, le précédent de 1966 ne peut être occulté tant il fonde la légitimité des arguments en faveur d'une rupture avec l'Alliance atlantique. Par conséquent, c'est par le prisme de sa comparaison avec les engagements modernes de la France dans l'Alliance que la question de l'indépendance stratégique pourra être abordée.

La sortie du commandement intégré de l'OTAN en 1966 : étude stratégique

Afin de présenter une étude précise de la sortie de l'OTAN décidée par le général de Gaulle, nous aurons recours à la notion d'espérance politico-stratégique (1), qui permet une mise en balance des coûts et avantages de la décision stratégique par son contexte opérationnel et géopolitique.

La lettre du 7 mars 1966, acmé d'une rupture progressive

Lors de la signification du retrait du commandement intégré de l'OTAN au président Johnson, le général de Gaulle énonce précisément le cadre de sa décision : « La France se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, actuellement entravé par la présence permanente d'éléments militaires alliés ou par l'utilisation qui est faite de son ciel, de cesser sa participation aux commandements intégrés et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN », avant d'ajouter : « le pays reste prêt à combattre aux côtés de ses alliés au cas où l'un d'entre eux serait l'objet d'une agression qui n'aurait pas été provoquée (2) ». En pratique, cela implique la fermeture des 29 bases américaines sur le territoire national et surtout une logique de dissuasion nucléaire souveraine. Si cette sortie provoque la stupéfaction des alliés, elle est pourtant préparée depuis 1958, avec de nombreuses étapes intermédiaires, comme dès 1959 le retrait de la flotte de Méditerranée du commandement otanien ou le refus en 1962 de réaffecter les forces d'Algérie dans l'OTAN (3).

Toutefois, le risque est calculé et la France, ainsi que la deuxième partie de la lettre l'indique, demeure insérée dans le cadre d'une défense collective face au Pacte de Varsovie dont elle demeure une pièce maîtresse, de même qu'elle permet la continuité logistique de l'OTAN avec le maintien des corridors indispensables, notamment aériens (avec des autorisations renouvelées annuellement).

La sortie du commandement intégré : une indépendance grand stratégique

Ces faits présentés, demeure la question de l'impact de cette mesure pour l'indépendance nationale. Si la variable stratégique est bien présente avec le retrait de forces étrangères sur le sol national, la souveraineté ainsi recouvrée dépasse le cadre militaire. Ainsi, c'est au niveau grand stratégique (4) que les gains sont les plus nets : puisque la défense demeure face à l'Est dans le cadre des alliances, c'est la politique étrangère qui en profite le plus nettement avec le développement d'une dissuasion autonome, pour ne pas entrer dans le système anglais de la « double clé », avec un droit de regard américain, et la possibilité d'une diplomatie libre traitant directement avec l'URSS et la Chine.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 46

Un retrait de l'OTAN aujourd'hui, quelle réalité ?

Si la rupture de 1966 apparaît objectivement relever d'une juste espérance politico-stratégique par la souveraineté militaire recouvrée et la liberté diplomatique obtenue, qu'en serait-il d'un acte similaire en 2022 ?

Tour d'horizon du fardeau otanien pour la France

Posons d'abord le constat des contraintes militaires imposées par l'Alliance atlantique, pour déterminer la marge de manœuvre obtenue dans ce domaine en cas de retrait. D'un point de vue financier, en tant que troisième contributeur au budget direct de l'Alliance, à hauteur de 10 % du montant total, la France verse chaque année aux alentours de 250 millions d'euros (5), soit 0,61 % de son budget de défense établi en 2022 à 40,9 milliards d'euros. Une part somme toute fortement limitée, à l'image des forces mobilisées en continu au profit de l'Alliance, avec par exemple pour la posture de protection avancée à l'Est (mission « Lynx ») seulement 300 militaires dans le cadre d'un sous-groupement tactique mobilisant huit chars Leclerc et 13 VBCI (6) alternant entre l'Estonie et la Lituanie, ou encore trois bataillons, trois escadrons de chasse et trois navires dans le cadre des forces de réaction rapide dans leur version renforcée (7).

Les engagements significatifs sont donc ceux de la contribution indirecte (l'effort des 2 % du PIB consacrés à la défense) et l'article 5 emportant l'obligation de défense collective ; mais, dans les deux cas, il s'agit d'éléments qui ne sont pas exclusifs à l'OTAN et profitent avant tout à la défense nationale tout en demeurant identiques en cas de retrait de la France de l'Alliance puisque la disposition de sécurité collective a toujours été maintenue.

Retrait de l'OTAN et indépendance stratégique

Les marges de manœuvre budgétaires et capacitaires directes en cas de retrait de l'Alliance étant de fait limitées, la question ne porte pas tant sur le poids effectif de celle-ci, mais bien sur la limitation de l'indépendance stratégique française par l'OTAN.

Sur le plan politique, contrairement à 1966, la dissuasion nucléaire française est intégralement souveraine, de même qu'aucune base étrangère n'est présente sur le sol national alors que la France est membre plein et entier de l'Alliance. En outre, les choix de la participation aux opérations de l'OTAN de même que le volume des forces engagées sont librement consentis au cas par cas, sans que cela n'obère la capacité française de mener des opérations hors du cadre OTAN (cf. Libye en 2011 et Mali en 2013) ou les actions diplomatiques de son choix.

Si l'indépendance politique ne semble pas pouvoir profiter directement d'un retrait de l'Alliance, qu'en est-il sur le plan militaire ? C'est-à-dire, que peut-on faire de plus en étant hors de l'OTAN avec les moyens à disposition ? Sur le plan opérationnel, la France seule ne pourrait que voir diminuer ses capacités du fait d'une réduction du soutien pour les opérations en cours (8), sans compter la perte des apports de la standardisation des procédures, des matériels, des doctrines, etc. Une alternative souvent évoquée réside dans la défense européenne se substituant à l'OTAN.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 47

Cependant, les différends industriels et les difficultés de coopération (cf. projets SCAF et MGCS avec l'Allemagne), de même que la priorité de certains membres pour la garantie de sécurité américaine ou otanienne (9), la rendent peu envisageable à moyen terme et impliquerait pour la France de nouvelles obligations par la substitution d'une alliance à une autre, sans compter le poids international plus faible des Européens sur les grandes questions mondiales (dernier exemple en date, les discussions récentes concernant l'Ukraine entre Russes et Américains/OTAN, desquelles les Européens ont été évincés).

En somme, bien que l'Alliance puisse nécessiter des ajustements concernant la solidarité entre alliés (divergences sur l'application de l'article 5 notamment) ou l'équilibrage des rôles en impliquant plus largement les acteurs européens, il apparaît que le retrait en tant que tel n'apporterait aucun avantage espéré d'indépendance stratégique.

Pourquoi une référence constante, dans ce cas, à la décision de 1966 ? À l'instar de l'espérance politico-stratégique gaullienne, la question est avant tout de niveau grand stratégique, c'est-à-dire sur le plan de la place de la France dans le monde. C'est l'indépendance totale qui est visée, sur les plans militaire et politique, et l'OTAN n'est que l'un des symboles contrariant cette ambition. Deux options sont alors possibles :

- le maintien d'une vocation mondiale selon le modèle des grandes puissances, impliquant une hausse considérable des budgets et un ajustement capacitaire en conséquence sur des décennies. Un modèle militariste difficilement envisageable compte tenu des budgets contraints, sauf en cas de volonté populaire claire par l'adhésion à un projet présidentiel construit en ce sens ;
- le renoncement aux ambitions mondiales et le retour à une défense stricte du territoire, intronisant la France comme puissance moyenne. Ce modèle qui émerge régulièrement dans le débat stratégique (10) ne nécessite pas d'ajustements majeurs de l'outil de défense, mais pose un constat de déclassement qu'il faudra accepter de fait, et entre en contradiction avec les promoteurs de la sortie de l'OTAN qui entendent conserver la vocation mondiale du pays.

En fin de compte, l'étude d'une sortie de l'OTAN sous le modèle de l'espérance politico-stratégique offre une comparaison en faveur de l'évènement de 1966. Si celui-ci était justifié par un gain d'indépendance certain avec le retrait des forces américaines du territoire et la possibilité d'une dissuasion nucléaire et de partenariats diplomatiques libres, tout en conservant la garantie stratégique d'une défense collective, la situation est tout autre aujourd'hui. De fait, l'indépendance politique française est totale, et son modèle stratégique bénéficie plus qu'il n'en coûte de la présence dans l'Alliance, rendant caduque la référence à l'acte gaullien de mars 1966. La question fondamentale, représentée par le débat sur la présence ou non dans l'Alliance atlantique, est par conséquent plutôt de nature grand stratégique, touchant à la vocation de la France dans le monde. Une question qui, une fois tranchée, solutionnera d'elle-même la problématique otanienne.



Notes

- (1) Concept défini par le général Poirier pour analyser le bien-fondé d'une décision stratégique selon une méthode de calcul coûts/avantages appliquée aux particularités de la stratégie militaire : Lucien Poirier, *Le chantier stratégique : entretiens avec Gérard Chaliand*, Pluriel, 1997, p. 73-74.
- (2) Citations reprises de la diffusion du texte originel de la proclamation dans : Thomas Wieder, « 1966 : la France tourne le dos à l'OTAN », *Le Monde*, 10 mars 2009 (https://www.lemonde.fr/international/article/2009/03/10/1966-la-france-tourne-le-dos-a-l-otan_1165992_3210.html).
- (3) Claude Cartigny, « 1966 : la France quitte les organisations militaires de l'OTAN », *Recherches internationales*, no 75, 1/2006, p. 145-154.
- (4) Sans entrer dans le débat entourant la notion, nous l'entendons ici dans son acception la plus simple de la vision qu'un État projette sur le long terme de son action dans le système international, en maximisant ses intérêts par l'usage de l'ensemble des moyens à sa disposition (diplomatiques, militaires, économiques, etc.), et dont la stratégie est le niveau subalterne qui dirige l'action de chacun des moyens.
- (5) « Le financement de l'OTAN », OTAN, 17 décembre 2021 (https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_67655.htm).
- (6) Ministère des Armées, « Communiqué_EMA_MISSION LYNX – 9e engagement de l'armée française dans le cadre de l'eFP », 26 mars 2021 (https://www.defense.gouv.fr/salle-de-presse/communiqués/communiqué_ema_mission-lynx-9e-engagement-de-l-armee-francaise-dans-le-cadre-de-l-efp).
- (7) Laurent Lagneau, « Les forces françaises fourniront 10 % des unités exigées par l'initiative 4x30 de l'Otan », *Opex360*, 28 février 2019 (<http://www.opex360.com/2019/02/28/les-forces-francaises-fourniront-10-des-unites-exigees-par-linitiative-4x30-de-lotan/>).
- (8) L'aide logistique et la participation de certains alliés au Mali (cf. l'Estonie) étant largement dues à la présence dans l'Alliance et à l'aide fournie par la mission «

Pénétration insidieuse de la Chine dans le Pacifique : l'exemple des îles Salomon

Le Président Xi Jinping n'a pas fait mystère de son projet pour la Chine lors du centième anniversaire de la Révolution en 2049 : elle sera la première puissance mondiale...

Alors que les regards sont concentrés depuis le 24 février sur l'agression russe en Ukraine et les perspectives de guerre en Europe, Xi Jinping est relativement silencieux ...se contentant de rappeler « l'amitié solide comme un roc » avec la Russie faisant l'objet de l'accord signé le 4 février en marge de l'ouverture des Jeux Olympiques, et observant les évolutions en cours sans se manifester brutalement comme on aurait pu le craindre en Mer de Chine.... Mais il n'en est pas pour autant inactif : l'accord signé avec le Gouvernement des Iles Salomon en est la preuve.



La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 49

Les îles Salomon : un état insulaire de 12 îles principales et d'un millier de petits îlots de moins de 700 000 habitants. Ancien protectorat britannique, membre du Commonwealth, devenu indépendant et membre des Nations unies en 1978, il est administré par une démocratie parlementaire de type britannique. Il est un des 47 pays les plus pauvres du monde (classés PMA dans le système onusien), mais non dépourvu de ressources potentielles car aujourd'hui peu exploitées. La Chine l'a déjà placé sous sa dépendance en lui achetant 90% du bois de ses immenses forêts. Elle est en outre intéressée par ses mines de nickel, plomb et or La comparaison des exportations des Salomon en 2018 vers la Chine continentale (67,1%) par rapport à celles vers Taïwan (3,4%) est un signe non négligeable.

Situation géographique et stratégique : Au sud de Nauru, au nord-ouest du Vanuatu, à l'est de la Papouasie Nouvelle Guinée et de l'Australie, l'archipel de 28 000 Km² environ est découpé en neuf provinces, la capitale Honiara, se trouvant sur la plus grande île, Guadalcanal. Venant du Pacifique l'archipel occupe une position clé pour entrer dans la mer d'Arafura et la mer de Timor qui permettent le passage dans l'océan Indien entre l'Indonésie et l'Australie.

Parmi les « verrous » de l'océan Indien [1], les détroits de Malacca sont certes préférés commercialement car ils permettent un trajet plus court, mais très étroits et peu profonds (20 à 25 m), ils n'autorisent que des tirants d'eau réduits. Les détroits de la Sonde sont un peu plus larges, mais sont parsemés de hauts fonds et de bancs de sable. Cette zone des détroits a été aussi particulièrement vulnérable aux actes de piraterie qui ont été en partie contrôlés aujourd'hui. Il faut être conscient que le trajet maritime par Lombok représente un allongement du temps de navigation d'environ quatre jours par rapport au trajet par Malacca entre l'Asie et le Moyen-Orient, ce qui engendre donc une augmentation du coût de transport.

Restent plus au sud, les détroits de Lombok et de Torres, plus facilement accessibles des îles Salomon. Le détroit de Lombok revêt une importance considérable car profond de 250 à 600 mètres, et large de 18 à 40 km, il permet la traversée des sous-marins nucléaires en plongée.

Mais du Pacifique, il faut accéder d'abord à la mer d'Arafura/mer du Timor qui ont de grandes profondeurs (200 à 3000 mètres) pour accéder à l'océan Indien.

Entre la Nouvelle Guinée et la pointe extrême-nord de l'Australie, la navigation est plus dangereuse dans le détroit de Torres, large de 150 km environ et profond de 50 mètres environ, mais avec de nombreux récifs et environ 270 îles.

Disposant d'une ZEE sans commune mesure avec le poids relatif du pays sur la scène internationale (1 500 000 Km²), les îles Salomon se trouvent au carrefour de voies de communication maritimes très importantes [2] :

Nord-sud : Japon, Corée, Chine et Taïwan vers l'Australie et la Nouvelle Zélande ; Est-ouest : l'ensemble du Pacifique et au-delà les Amériques vers l'océan Indien, le Moyen-Orient et l'Europe.

D'où une concurrence pour le contrôle de ports stratégiques dont certains disposent de mouillages en eau profonde. Pour l'avenir, cet élément sera particulièrement important sur le plan stratégique, car sur le plan commercial, le transport maritime tend à être concurrencé par le transport terrestre : le transport d'un conteneur par train entre la Chine et l'Europe coûte 13 000 euros en 3-4 semaines, contre 10 000 euros en 6-8 semaines [3].



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 50

Situation politique et diplomatique : changement d'orientation en 2019

Depuis l'indépendance, le 7 juillet 1978, la doctrine en politique étrangère aux îles Salomon était « Amis de tous et ennemis de personne ». Mais en septembre 2019, le Gouvernement dirigé par le Premier Ministre Manasseh Sogavare, décide de rompre ses relations avec Taïwan, initiées en 1983, pour nouer des liens avec la Chine continentale.

Le chef de la province de Malaita, la plus peuplée des îles, Daniel Suidani, qui était opposé à ce changement d'option, menace de faire sécession. Parmi les reproches à la politique de Pékin : des prêts à taux préférentiels qui sont des pièges pour les pays incapables de rembourser, une exploitation exagérée des ressources naturelles (notamment forestières), une omniprésence des commerçants chinois. En réponse, le gouvernement indique que les fonds promis par Pékin pour clore son alliance de 36 ans avec Taïwan, constituent une « opportunité de développement à saisir ». 450 millions d'euros devraient permettre la construction d'infrastructures (portuaires ???). M. Celsus Talifilu, conseiller politique de M Suidani affirme que les habitants des Salomon ont « les mêmes valeurs que d'autres démocraties » et ne veulent pas du Parti Communiste chinois.

Face à la puissance montante de la Chine dans la région, l'Australie a proposé en 2019 un crédit de 150 millions d'euros pour financer la construction d'un câble de communication sous-marin entre les deux Etats. De 2003 à 2017 la Mission d'assistance régionale aux îles Salomon (RAMSI [4]) à la suite de violences interethniques, notamment avec les Malaitans[5], était dirigée par l'Australie. Les réclamations sécessionnistes inquiètent à nouveau aujourd'hui. Ils reprochent au gouvernement « une distribution injuste des ressources naturelles qui font de cette île la région la moins développée de l'archipel ». L'intervention des forces de sécurité australiennes déployées à Honiara en novembre 2021 afin de rétablir le calme, est une réponse à la mission d'assistance comprise dans le traité de sécurité signé avec l'Australie en 2017 après la fin de l'opération RAMSI.

Une nouvelle étape de l'expansionnisme chinois

Le 18 mars 2022, le Ministre de la police Anthony Veke a signé une lettre d'intention avec son homologue chinois, Wang Xiaohong, Vice-ministre de la sécurité publique prévoyant « selon les besoins, l'envoi de policiers, militaires et autres forces armées pour maintenir l'ordre social, protéger la vie de personnes et leurs propriétés, fournir de l'aide humanitaire ... ». En échange de quoi, la Chine pourra « selon ses propres besoins, procéder à des visites avec ses bateaux pour apporter du réapprovisionnement logistique, conduire des escales et des transits. Des forces chinoises appropriées pourront ... protéger la sécurité des travailleurs et des ... projets chinois dans les îles Salomon. ». Le discours chinois répète le message d'une « coopération sur une base d'égalité et de bénéfice mutuel ». Mais il faut rappeler que les Etats du Pacifique ont déjà des accords de sécurité régionaux si nécessaire. En réalité, les intentions chinoises d'expansion progressive dans le Pacifique sont préoccupantes tant pour les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle Zélande que pour la France et l'Union européenne et leur stratégie basée sur un « espace indopacifique libre, ouvert et respectueux du droit international ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 51

Les îles Salomon ont annoncé (par erreur ??) avoir signé le 31 mars 2022 un accord de sécurité avec la Chine qui l'a confirmé le 19 avril, mais le contenu de l'accord n'a pas été divulgué.

Les troubles de la fin de 2021 avaient leur origine dans la pauvreté et le sentiment antichinois et ils ont fait renaître des heurts ethniques anciens. La Chine a utilisé cette opportunité pour s'introduire militairement de manière plus pérenne, ce qui doit être replacé dans le contexte général de la rivalité sino-américaine qui s'était notamment manifestée aussi lors de la terrible éruption volcanique de Tonga en janvier qui a vu les efforts concurrents d'aide et de secours.

Depuis vingt ans, Pékin s'efforce d'accroître son influence dans les îles du Pacifique après une quasi « privatisation » de la Mer de Chine (Spratleys, Paracels, Senkaku). Elle a donc besoin de ports et de bases pour la marine chinoise qui lui permettent d'aller au-delà de la « ceinture d'îles » autour de ses côtes. Pour « séduire » ses partenaires (Fidji, Samoa, Cook, Vanuatu, Papouasie-Nouvelle Guinée), la Chine utilise les moyens les plus divers : exemption de visas, adhésion au projet des « routes de la soie », coopération de la police chinoise, utilisation de la « diplomatie » sportive »[6]...en échange, en particulier, d'un renversement de relations diplomatiques de Taïwan au profit de Pékin.

Si certaines îles du Pacifique ont encore des relations diplomatiques avec Taïwan, il est évident qu'un des motifs de la diplomatie de la Chine continentale est de faire évoluer au plus vite cette situation. Les Etats-Unis l'ont bien compris : le 22 avril, une délégation américaine était en visite officielle aux îles Salomon pour mettre en garde contre « toute installation militaire, ... toute présence militaire permanente » ou projection de forces. « Les Etats-Unis riposteraient en conséquence ». Ils ont aussi rouvert l'ambassade américaine (fermée depuis 1993) sur le territoire et annoncé l'envoi d'un navire -hôpital, des stocks de vaccins, une coopération en matière de déminage (mines non explosées datant de la bataille de Guadalcanal).

Américains et Australiens s'inquiètent de la possible construction d'une base navale chinoise dans le Pacifique sud, « un petit Cuba » aux portes de l'Australie, ce que conteste bien sûr la Chine. La ministre australienne Karen Andrews déclarait le 27 avril cela comme « très probable ». Au même moment, l'ambassadeur de Chine à Honiara inaugurait une nouvelle piste d'athlétisme dans le complexe sportif destiné aux Jeux du Pacifique de 2023...

Les Européens ont pris conscience de la compétition qui est actuellement engagée dans toute la région indopacifique, en essayant de développer une stratégie qui puisse convenir aux Etats de région à la recherche d'une « troisième voie » pour éviter de choisir un alignement sur Pékin ou sur Washington. Le 10 mars dernier, lors d'un colloque à l'IFRI, David Panuelo, Président de la Fédération des Etats de Micronésie, soulignait que l'Océanie avait voté de manière unanime la résolution contre l'agression de la Russie aux côtés de l'Union européenne à l'ONU le 2 mars 2022. Cette situation pourra-t-elle être pérennisée... ???? La situation des îles Salomon est-elle une nouvelle étape sur la voie chinoise d'expansion dans le Pacifique vers l'est et vers l'ouest, de tentative de domination du monde ?

Hélène Mazeran